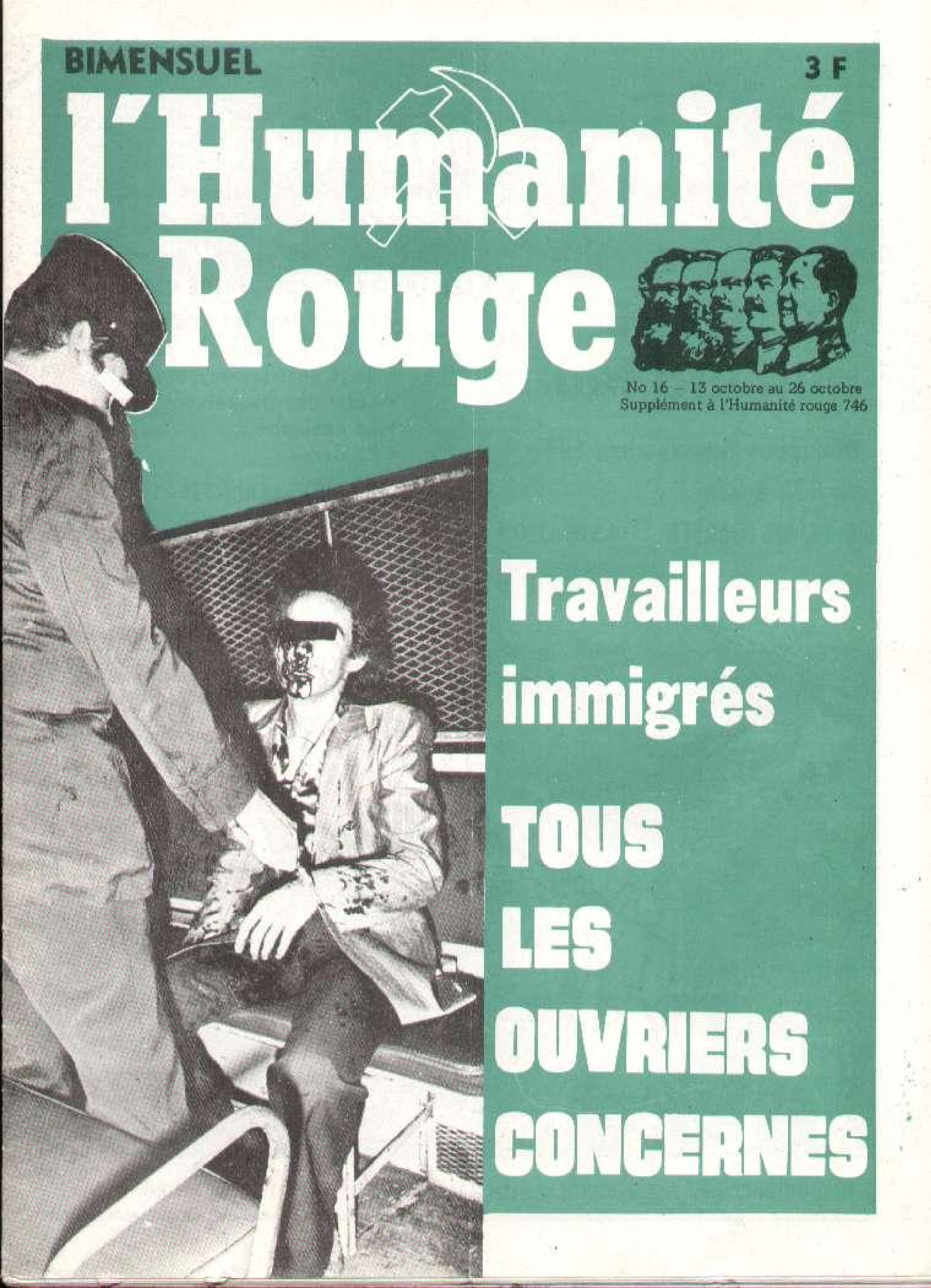

BIMENSUEL
3 F
l'Humanité
Rouge
No 16 – 13 octobre au 26 octobre
Supplément à l'Humanité rouge 746
Travailleurs
immigrés
TOUS
LES
OUVRIERS
CONCERNES

1917
1977

OCTOBRE aujourd'hui

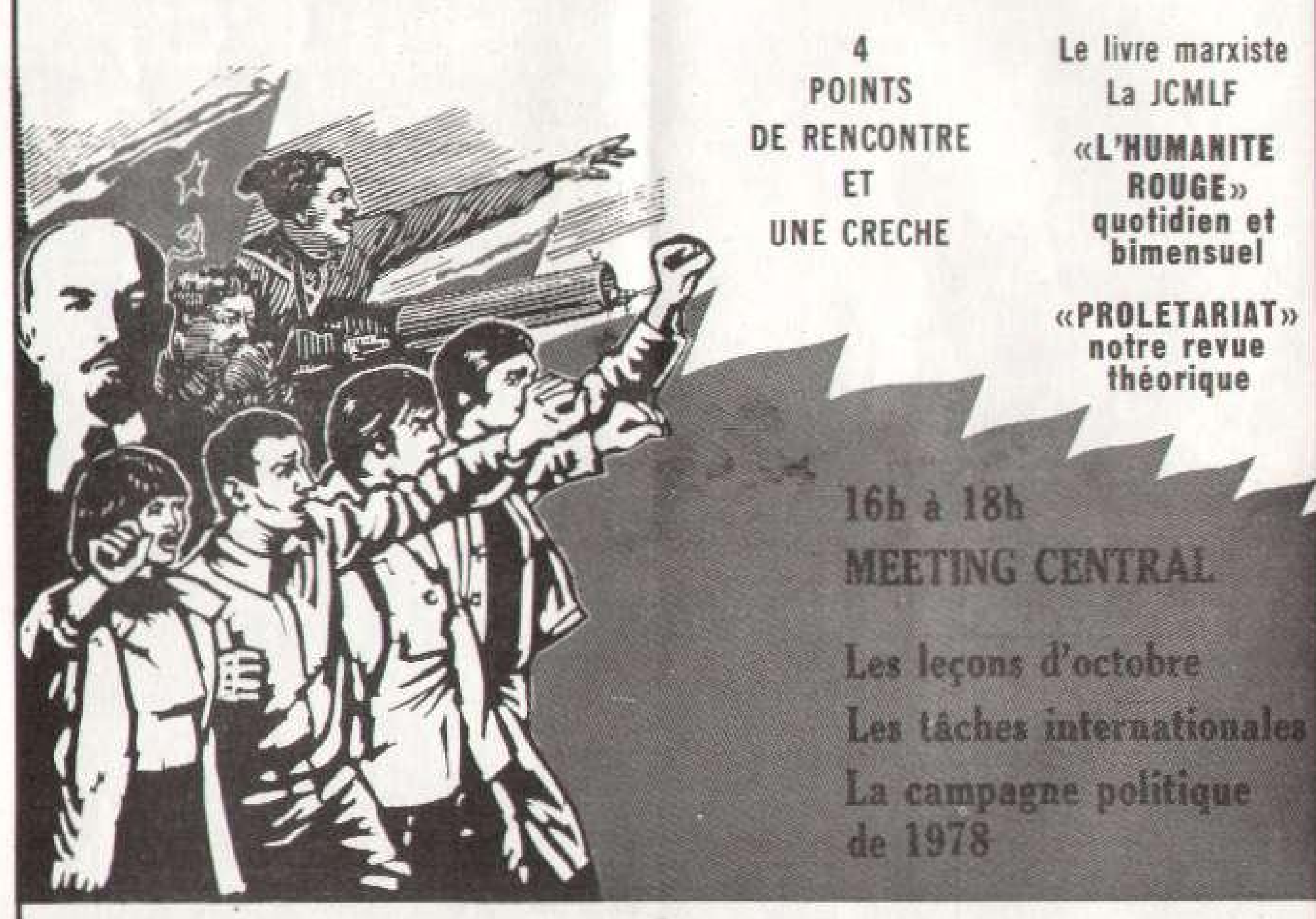
Dimanche 6 novembre 1977

de 13h à 22h

A LA MUTUALITE

- **EXPOSITIONS**
- **MONTAGES DIAPOS**
- **DISCUSSIONS**
- **LIVRES ET BROCHURES**
- **La lutte contre les superpuissances**
- **La lutte contre l'impérialisme français**
- **La Chine reste et restera rouge**
- **La bataille politique de 1978**
- **LES LUTTES CLASSE CONTRE CLASSE**
  - **Travail dans les syndicats**
  - **Luttes paysannes**
  - **Unité ouvriers-paysans**
  - **Lutte des travailleurs immigrés**
  - **Le nucléaire**
  - **La Corse**
- **LE PARTI MARXISTE LENINISTE**

ANIMATION CULTURELLE: chants, théâtre, marionnettes



4 POINTS DE RENCONTRE ET UNE CRECHE

Le livre marxiste
La JCMLF
«L'HUMANITE ROUGE» quotidien et bimensuel
«PROLETARIAT» notre revue théorique

16h à 18h
MEETING CENTRAL

Les leçons d'octobre
Les tâches internationales
La campagne politique de 1978

Disponibles dès maintenant : affiches, tracts et vignettes d'entrée

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Journal des communistes marxistes-léninistes de France

Dans ce numéro

Immigrés : des mesures scélérates. Ainsi vivent nos frères immigrés (p. 4-5-6-7)

(La photo de la page une représente une opération coup-de-poing dans les rues de Paris. — Photo Conti / Gamma.)





Cambodge : le Parti communiste édifié dans la lutte armée (p. 12-13)

Le viol : un crime odieux (p. 24-25)



L'Humanité rouge
BP 61
75361 Paris Cédex 18
CCP 30 226 72 La Source
Commission paritaire No 57952

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Henri Jour. *Rédacteurs* : Michel Bataille, Annie Brunel, Léon Cladel, André Colère, Jacques Duroc, Joël Fabien, Serge Laforge, Guy Le Breton, Philippe Leclerq, Evelyne Le Guen, Fernand Lenoir, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaire de rédaction* : Claude Liria. *Maquette et illustration* : Alexis Vert et Jean-Luc Boyer. *Dessinateurs* : Sylvestre et Lucha. *Administration*: Arthur Lepuy, Henri Bernard. *Imprimerie La Nouvelle.* Direction de publication : Suzanne Marty.

Politique intérieure

SALAIRES

Pour un même emploi, dans la même profession, les salaires des immigrés sont inférieurs de 10 à 20 % à ceux des Français (source : 6e Plan).

ACCIDENTS

En 1974, dans le bâtiment-Travaux-publics, les immigrés représentent 22 % des travailleurs, 36,5 % des accidentés du travail et 34 % des décès du travail. Pour la métallurgie, les chiffres sont respectivement de 10 %, 20 % et 19 % (source : Sécurité sociale).

LOGEMENT

Les immigrés représentent : 8 % de la population totale 24 % des mal-logés, 45 % des immigrés vivent en hôtel ou dans une chambre. 35 % dans des baraquements, bidonvilles. 20 % dans les HLM (source : INSEE).



Les ouvriers (français-immigrés) d'Usinor-Thionville brûlent leurs lettres de licenciements.

Editorial

Les travailleurs étrangers en France ne sont pas là par hasard. Ils viennent tous de pays où ils n'ont pas encore la possibilité de trouver du travail, où les salaires et le niveau de vie sont plus bas qu'en France.

C'est le gouvernement et le patronat qui ont toujours organisé cette immigration en passant des contrats avec certains pays, en installant des agences de recrutement dans ces pays (Citroën, Renault et bien d'autres), en mettant sur pied des organismes officiels de migration dans les pays colonisés, baptisés «Territoires et Départements d'outre-mer»

C'est le système impérialiste mondial qui est responsable de l'état arriéré de certains pays sur le plan économique, principalement dans le tiers monde, et qui double le pillage de leurs richesses naturelles d'une exploitation de leurs peuples par l'installation locale d'entreprises monopolistes et l'immigration.

C'est pour préserver leurs profits qu'aujourd'hui les capitalistes et le pouvoir cherchent à expulser des travailleurs immigrés. Ceux-ci représentent 20 % de la classe ouvrière de France et près de 40 % des OS et manœuvres. Les mesures d'austérité, les licenciements, la répression policière frappent l'ensemble de la classe ouvrière. Comme les accords avec les directions syndicales sur les 90 % d'indemnités en cas de licenciement économique, comme les primes pour le départ volontaire avant licenciement, les récentes mesures prises contre les travailleurs immigrés visent à empêcher la lutte contre les licenciements, à empêcher l'unité de toute la classe ouvrière dans la lutte contre la bourgeoisie capitaliste.

La mobilisation et l'action contre ces mesures particulières sont donc partie intégrante de la mobilisation et l'action générales de tous les ouvriers contre le chômage, la vie chère, les licenciements, les mauvaises conditions de travail.

Comme en 36, ou pendant la guerre contre l'occupant nazi, l'unité d'action sur des objectifs communs de tous les ouvriers, pour la défense de leurs intérêts généraux est la seule voie du succès contre la bourgeoisie. Notre force, c'est notre unité et notre nombre, il ne faut pas livrer de batailles en ordre dispersé sur le plan politique comme sur le plan syndical.

Abrogation des mesures Stoléru !
Pas un seul licenciement !
A travail égal, salaire égal !
Égalité des droits entre travailleurs Français et immigrés !

Guy LEBRETON

Travailleurs immigrés TOUS LES OUVRIERS CONCERNES

«Il n'y a pas de problème d'emploi, dans un pays, où il y a deux fois plus d'immigrés que de chômeurs». C'est avec ce slogan que la bourgeoisie voudrait diviser la classe ouvrière de France. En spéculant sur les souffrances et la misère accentuées qu'engendre le chômage, le gouvernement Barre voudrait obtenir la complicité des travailleurs français pour expulser les immigrés.

Voilà bien le cynisme des exploiteurs : ils réalisent des profits formidables sur la sueur et le sang des travailleurs, et ensuite, ils ferment les usines, ils licencient. De même qu'après avoir utilisé tant et plus la force de travail des immigrés, ils voudraient les chasser par la menace et la violence (c'est déjà ce que fit la bourgeoisie française au moment de la crise de 1929). L'immigration, comme le chômage, sont des produits du capitalisme. Pas plus que les Bretons ou les Auvergnats chassés par la misère n'ont choisi de venir travailler à Paris, les Polonais d'avant-guerre, les Algériens ou les Portugais d'aujourd'hui n'ont choisi librement de quitter famille et pays pour venir travailler en France.

Mais d'où vient cette misère qui contraint des millions d'hommes à s'expatrier ? Depuis le début du siècle, le marché mondial est dominé par quelques pays capitalistes développés. Ces quelques pays riches, que Lénine appela impérialistes, ont envahi tous les continents avec leurs capitaux et leurs marchandises entravant ainsi le développement des pays pauvres et plus arriérés comme la Pologne d'hier, le Portugal ou la Turquie aujourd'hui, et provoquant la ruine des économies nationales dans les colonies.

C'est ainsi que la colonisation française en Algérie entraina l'expropriation en masse des paysans des plaines au profit des colons qui s'accaparaient toutes les bonnes terres, tandis que l'artisanat était en grande partie liquidé par la concurrence des produits manufacturés venus de France.

Voilà comment des millions de paysans et d'artisans, réduits à la misère, sont devenus une réserve de force de travail pour les pays riches.

Dés la guerre de 1914-1918, l'État français a enrôlé des contingents de travailleurs des colonies pour soutenir l'industrie de guerre (220 000 travailleurs dont 132 000 Nord-Africains). Depuis, l'immigration n'a cessé d'exister : en 1968, il y avait en France, à 100 000 prés, le même nombre d'étrangers qu'en 1931.

Le recours à l'exploitation de la force de travail des immigrés présente de nombreux avantages pour les capitalistes et leurs profits. Voyons lesquels. Ce sont des ouvriers dans la force de l'âge, le plus souvent sans famille, sous-payés, mobiles, à qui les capitalistes imposent des conditions de travail et de logement infernales (voir tableaux).

Ce sont des ouvriers que l'État français n'a pas eu besoin d'éduquer et qui, une fois usés ou malades, peuvent être licenciés et expulsés à merci.

Aprés la période dite «d'immigration sauvage», une tendance à la diminution du nombre des immigrés est apparue depuis 74.

A l'origine de cette diminution, il y a d'une part l'aggravation de la crise capitaliste et le renforcement des dispositifs de répression et de contrôle des travailleurs immigrés, avec la mise en application de la circulaire Fontanet-Marcellin (1972). Il y a d'autre part, le développement de l'économie nationale dans certains pays du tiers monde, notamment l'Algérie qui a pu stopper, depuis 73, le courant migratoire en direction de la France.

Ce que la bourgeoisie attend du travailleur immigré, c'est qu'il soit soumis, docile, qu'il accepte tout sous la contrainte impitoyable de la misère et du flic ; c'est qu'il serve, entre les mains des patrons, d'instrument pour briser les luttes de la classe ouvrière.

D'ailleurs, tout est fait dans le cadre de notre «démocratie bourgeoise», pour que les travailleurs immigrés ne puissent pas relever la tête.

Toute la législation en la matière est faite pour réduire les droits et les libertés, tant collectifs qu'individuels, à leur plus simple expression. Par exemple, le prétexte de non-respect de la «neutralité politique» suffit à justifier le retrait de la carte de séjour et de travail, la mise en résidence surveillée ou tout simplement l'expulsion.

Mais voir nos fréres immigrés à genoux, ce n'est pas autre chose qu'un réve d'exploiteurs. Il y a 6 ans, les métallurgistes de l'usine Pennaroya de Lyon-Gerland, tous immigrés, se dressaient debout contre les exploiteurs de la banque Rotschild et Rotschild fut obligé de céder. Depuis les travailleurs étrangers, de toute nationalité, n'ont cessé d'occuper une place toujours plus grande sur le front de la lutte qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie.

Chausson, les Câbles-de-Lyon, Delecourt, la Sonacotra et les nettoyeurs du métro, autant de luttes qui font blêmir la bourgeoisie, autant de jalons pour réaliser l'unité de combat de toute la classe ouvrière de France.

Pierre MARCEAU

Le 31 décembre 74, Giscard présentait ses vœux aux travailleurs immigrés «qui doivent se sentir à leur place dans une société française qui les accueille»...



En 1975, Giscard reçoit les éboueurs, aujourd'hui on veut les expulser !

Travailleurs immigrés: *DES MESURES SCELERATES*

Mardi 27 septembre, Stoléru, secrétaire d'État auprès du ministre du Travail, annonçait un nouveau train de mesures concernant les travailleurs immigrés. L'objectif poursuivi par le pouvoir, c'est de chasser les travailleurs étrangers hors de nos frontières en les rendant responsables du chômage.

La première mesure consiste à interdire pendant trois ans l'immigration des familles de travailleurs déjà installés en France. Ce n'était déjà pas facile avant. Pour pouvoir faire venir sa famille, un ouvrier étranger devait justifier de pouvoir la loger. Mais pour avoir un logement HLM, il fallait justifier la présence de la famille en France ! Ce qui contraignait beaucoup de familles étrangères à s'entasser dans des logements trop petits, ou des taudis, jusqu'à l'obtention d'un logement décent.

La deuxième mesure consiste à étendre la prime dite de retour de 10 000 F non seulement aux étrangers au chômage, mais à tous ceux qui sont en France depuis plus de 5 ans.

Interdiction aux familles de venir en France

En interdisant aux familles de venir en France, le pouvoir espère bien faire partir un certain nombre de travailleurs immigrés en imposant, pour plusieurs années, une séparation d'avec le mari, la femme, les enfants ou le père et la mère.

C'est une atteinte inadmissible à la liberté des personnes, dont les bourgeois se montrent par ailleurs si soucieux pour eux-mêmes.

Sur le plan matériel aussi, c'est une mesure discriminatoire et intolérable. Les travailleurs immigrés, dont la famille ne vit pas en France, ne touchent qu'un tiers des allocations familiales correspondantes, et cela les oblige à payer deux loyers, un pour chaque partie de la famille.

Le million, tout bénéfice pour les capitalistes

Quant au million pour retourner au pays, c'est un piège tout à fait clair : cette somme représente quelques mois de salaires ou d'allocations-chômage qui ne seraient plus payés dès lors que le travailleur retournerait chez lui. De plus, l'ouvrier immigré se retrouverait au chômage dans son pays. Exporter ses chômeurs et faire supporter à d'autres pays, déjà en difficulté, sa crise économique, c'est bien la logique impérialiste.

Et quand Stoléru déclare, à Marignane, le 30 septembre : *«S'ils veulent rester, ils restent»*, il tient le raisonnement de tous les exploiteurs qui obligent les opprimés à subir par mille et une manières un esclavage réel et essaient de le dissimuler en prétendant que chacun est libre de choisir.

Une campagne contre la classe ouvrière

Mais ces mesures s'accompagnent également d'une campagne auprès de l'opinion publique pour faire porter aux immigrés la responsabilité de la crise, pour susciter des réactions hostiles aux étrangers et créer la division dans les rangs de la classe ouvrière. Pour justifier l'interdiction faite aux familles, Stoléru a invoqué ce qu'il appelle la «délinquance des adolescents étrangers». Ce sont là des propos tout à fait clairs : famille égale enfants, enfants étrangers égalent délinquance, si cela n'est pas de l'incitation au racisme, qu'est-ce que c'est ? La délinquance de certains jeunes n'est pas le fait des seuls étrangers et de plus, qui est responsable sinon le régime qui impose misère, chômage, séparation, abrutissement aux familles de la classe ouvrière, françaises ou étrangères ?

Au même moment d'ailleurs, Barre appelle les jeunes à accepter n'importe quel emploi, sous-entendu : qu'ils prennent la place des étrangers et ne rouspètent pas contre les mauvais salaires et les mauvaises conditions de travail.

Diviser la classe ouvrière, propager le racisme, empêcher les immigrés de lutter contre les licenciements en acceptant des miettes en échange, contraindre les jeunes et les immigrés à travailler pour rien dans des postes sous-qualifiés, tout est lié.

Guy LEBRETON

LETTRE OUVERTE DE MOHAMED AUX TRAVAILLEURS FRANCAIS

«Je suis un ouvrier algérien. Il y a 25 ans que je suis immigré en France et que je travaille pour la bourgeoisie française. J'ai perdu ma santé. Et aujourd'hui, quand je vois la décision de M. Stoléru, décision qu'il a prise pour nous, les immigrés, c'est qu'il nous considère comme un ballon de foot ball entre deux équipes...

Mais il a oublié que les ouvriers immigrés, quand on est venus en France, on a passé une visite médicale. On arrive en bonne santé. Mais à peine arrivés, on voit que le travail lourd et dangereux, c'est pour nous. On accepte parce qu'on a fait 3 000 kilomètres pour venir ici...

Il y a la Sécurité-sociale et tous ses contrôles médicaux, ses médecins-conseils, etc. Mais ils ne reconnaissent pas les suites d'un accident du travail d'il y a 5 ans. Et cela fait 5 ans que je souffre ! J'ai pourtant été reconnu handicapé au début...

Nous voulons rentrer dans notre pays en bonne santé. Je voudrais bien savoir ce que vaut un million aujourd'hui, quand on se voit en incapacité de travailler ? Un million... M. Stoléru lui-même n'en a pas assez pour passer une soirée avec ses copains... Et nous, on n'a pas besoin de million mais de notre santé.

Cette décision qu'il a prise, c'est pour faire la division entre les ouvriers français et les ouvriers immigrés.

Bien sûr, ils disent : «Les immigrés sont trop chers pour nous...». Car en exploitant les travailleurs immigrés depuis des années, ils ont gagné sur notre dos, mais maintenant, on est une forte majorité à avoir compris et on se bat pour nos revendications à côté de nos camarades français. Parce que l'on a compris, que l'on gêne le rôle de la bourgeoisie française, par exemple dans les grèves de ces derniers temps, des nettoyeurs du métro ou celle toujours actuelle de la lutte dans les foyers Sonacotra.

Personnellement, il y a 25 ans que je suis immigré en France. Ce que j'ai gagné, je l'ai perdu en santé. Aujourd'hui, personne ne va s'occuper de moi. A l'époque, j'étais chassé par le colonialisme français de mon pays d'origine et je suis venu en France. Aujourd'hui, encore une fois, chassé par l'impérialisme français : billet aller-retour !...

Mais, jamais je ne me suis laissé faire et je n'accepterai jamais l'exploitation, que ce soit en France ou dans mon pays d'origine».

Paris le 9 septembre 1977
Mohamed

AINSI VIVENT NOS FRERES IMMIGRES

L'incendie criminel, dans la nuit du 14 au 15 septembre, au foyer africain de la rue Sedaine, a coûté la vie à trois résidents et a fait des dizaines de blessés dont un dans un état très grave.

Depuis, les résidents font la grève des loyers. Ils engagent une action en justice et prévoient une journée «portes-ouvertes» pour que tous les travailleurs puissent les soutenir et constater les conditions dans lesquelles le capitalisme les fait vivre.

Ils en avaient soi-disant pour 2 ans maximum à vivre dans ce foyer provisoire : cela fait 10 ans que cela dure !

Le propriétaire, c'est la CNLI, une société habilitée à construire de tels «logements» : l'AFTAM, Association pour la formation des travailleurs africains, est gestionnaire ; son président de droit : Stoléru. Derrière l'une et l'autre, l'État ; pour l'une et l'autre, l'argent est fourni par le FAS (Fonds d'action sociale), lui-même alimenté par les travailleurs immigrés eux-mêmes ; ils payent de plus un loyer de l'ordre de 80 F par mois : pour 3 ou 4 mètres cubes d'espace, c'est déjà beaucoup.

Aujourd'hui, on leur propose un relogement, provisoire encore, dans des baraquements. Ils refusent, bien sûr !

Ils l'ont refusé en assemblée générale : c'est ainsi qu'ils prennent toutes leurs décisions.

Lorsqu'ils sont allés dans les bureaux de l'AFTAM dire ce qu'ils avaient sur le cœur, ils étaient plus de 30. La grève du loyer, il l'ont décidée tous ensemble, au moins jusqu'à ce que soit ouverte une porte de secours. La cotisation de 10 F par mois pour couvrir les frais de justice engagés, ils l'ont fixée eux-mêmes. Ils ne veulent être chapeautés par personne.

Ces hommes, entassés dans d'ignobles conditions, exploités férocement (beaucoup sont éboueurs, par exemple), assassinés, c'est eux que le capitalisme accuse d'être la cause du chômage !

Il voudrait aujourd'hui les jeter dehors parce qu'il n'en a plus besoin ; il s'est enrichi sur leur dos et maintenant, il ne veut même plus les nourrir, ni eux ni leur famille : pire qu'au temps de l'esclavage.

C'est ainsi, au fond, qu'il traite tous les travailleurs. Pour les immigrés, c'est pire. Voilà tout.



Il n'y a pas de chambre. A chacun des deux étages, tout autour de la cour intérieure, des cloisons à hauteur d'homme forment des recoins où s'entassent des lits superposés, d'étroites armoires ; 15 lavabos et 8 douches par étage. Ils sont plus de 300 ; certains dorment sur les paliers dans des lits de camp, faute de place. Des extincteurs, il y en a. Certains étaient vides le jour de l'incendie... et le sont toujours !

A propos du rapport Peyrefitte sur la violence

Qui fait l'apologie du crime ?

Il n'est guère de jour où les organes d'information (au service de la classe au pouvoir) ne font un gros tapage sur tel enlèvement, tel détournement d'avion. Un tel martelage ne peut pas être dû au hasard, il s'agit d'une campagne orchestrée au plus haut niveau de l'appareil d'État.

Au sein du gouvernement, un comité dirigé par le ministre de la Justice, Alain Peyrefitte, avait présenté, fin juillet, un rapport de «*103 propositions contre la violence*». Les problèmes qui sont soulevés portent sur la délinquance, la criminalité. Il commence son rapport en disant : «*Longtemps tenue en marge, la violence s'est installée au cœur de la cité*», et ne tarde pas à trouver un bouc-émissaire : les jeunes qui «*sont plus tentés que les adultes à recourir à la violence*».

Les cités-dortoirs sont accusées : les règlements restreignent les possibilités de jeux pour les enfants (qui n'ont généralement que le béton pour horizon) ; les jeunes sont considérés comme des voyous. Un exemple donné par la commission : un garçon de 16 ans a été contrôlé 30 fois en un mois par les flics ! Le rapport constate que les jeunes s'y ennuient, qu'ils sont rejetés. Mais, d'une manière générale, c'est le gigantisme des agglomérations (voir statistiques). Ce qu'il ne dit pas, c'est combien de jeunes, combien d'immigrés ont été assassinés froidement par des flics à la gâchette facile.

Bien entendu, le rapport se fait l'avocat de la défense de «la société libérale avancée» si chère à Giscard. Il dit d'ailleurs que «*en tirant sur les gendarmes, dans un conflit professionnel localisé, c'est sur l'État qu'on tire*». C'est un tour de passe-passe que de faire passer la lutte révolutionnaire pour de la criminalité. Par ailleurs ce que ne peut faire le rapport Peyrefitte, c'est précisément d'expliquer les racines profondes de la criminalité. Mais au contraire, il va dans le sens de la campagne archi-réactionnaire sur la «sécurité des Français», il justifie (ce que font aussi les dirigeants révisionnistes du PCF) la prolifération des flics et des commissariats. Tous les partis bourgeois prétendent combattre la criminalité en accentuant la répression. Mais D'OU VIENT LA VIOLENCE ? N'A T-ELLE PAS UN CARACTERE DE CLASSE ?

Dans les villes de moins de 3 000 habitants, la délinquance des mineurs serait de 2,2% ; dans celles de 50 à 100 000 elle atteindrait 10,5%.

Un chiffre clef : 220 000 habitants. Ce seuil franchi la croissance de la criminalité s'accélère considérablement.

Des ensembles dépassant 1 000 unités d'habitation de moins de 6 étages, donneraient un taux de criminalité de 45 pour 1 000 habitants. Il passerait à 67 pour 1 000 dans les mêmes ensembles de plus de 6 étages.

Ce que le rapport ne dit pas, c'est que le capitalisme est responsable de cette urbanisation démentielle. D'un côté, des campagnes dont le système capitaliste accentue le dépeuplement, de l'autre des cités -dortoirs où on entasse des familles ouvrières, sans tenir compte des besoins élémentaires.

Elle vient du pouvoir, de la dictature exercée par une minorité d'exploiteurs et parasites sur l'immense majorité du peuple. Et c'est bien l'ÉTAT CAPITALISTE avec son armée, sa police, sa justice qui est au service des exploiteurs.

C'est bien le ministre de la justice (par l'intermédiaire de son directeur des affaires criminelles) qui, suite au détournement d'une caravelle à Orly, a proposé, le 1er octobre, de créer des *prisons psychiatriques* (comme en URSS) !

Pourquoi les flics ont-ils leurs armes personnelles ? Pourquoi des para-polices dans les magasins ? Pourquoi tant de tapage sur des terroristes comme la bande à Baader ou «l'Armée rouge japonaise» ?

C'est bien pour créer un climat d'insécurité, pour préparer l'opinion à la répression de masse en la «justifiant» par avance.

Si la criminalité se développe, le moins que l'on puisse dire, c'est que la bourgeoisie l'entretient en faisant l'apologie permanente du crime. Elle cherche à utiliser à son profit ce dont elle est elle-même responsable.

Serge LAFORGE

Opération «coup de poing» à Paris (photo Conti/ Gamma

La voie pacifique mène à l'impasse de l'union de la gauche

C'était écrit

«Illusions perdues» : cela pourrait être la conclusion laconique d'une mauvaise comédie. Les auteurs du spectacle ont voulu faire de tout un peuple le dindon de la farce. Pourtant «Illusions perdues» c'est aussi le début de toute prise de conscience salutaire. Alors, le passé lui-même devient plus clair : en même temps, il éclaire le présent...

«On ne m'aura plus», «ils se sont foutus de nous», voilà des réflexions mille fois entendues parmi les travailleurs.

Au-delà du dégoût de l'électoralisme , c'est dans bien des cas la politique même du PS et celle du PC qui se trouvent mises en question.

Pour le PS, on se souvient que derrière le «nouveau» Parti socialiste il y a le vieux parti socialiste, la vieille SFIO, celle dont les dirigeants, les Blum, les Moch, les Ramadier, les Mollet et aussi les Mitterrand ont géré loyalement le capitalisme, ont participé de très près à sa gestion.

Quant au PCF, on commence à comprendre ses ambitions de gestion capitaliste loyale et pour son compte. On pèse mieux aussi la portée décisive de l'abandon de la voie de la révolution et de la dictature du prolétariat, on pèse mieux ce que signifie le choix du passage pacifique au socialisme.

Selon cette thèse, la classe ouvrière et les masses populaires n'ont plus besoin de se préparer à renverser le pouvoir bourgeois par la violence, elles pourraient prendre le pouvoir pacifiquement. Comment ? En instaurant d'abord par la voie électorale une démocratie «véritable», «pure», «avancée», «réelle», etc., puis en transformant progressivemnt le pays, gagnant peu à peu la majorité du peuple à l'idée du socialisme. Cette thèse autocritiquée une première fois par Thorez en 1946, cette thèse définitivement adoptée de 1956 à 1960, implique premièrement un objectif fixe : la participation à tout prix au gouvernement de la «République»... bourgeoise et donc escalade de ce sommet par la voie légale électorale et parlementaire ; deuxièmement une tactique immuable : la collaboration étroite et électoraliste avec un ou plusieurs vieux partis bourgeois. C'est aujourd'hui en Italie la ligne de «compromis historique» (avec la Démocratie chrétienne), la ligne du «Pacte du salut national» (avec la monarchie) en Espagne, la ligne de «l'Union nationale» (avec les partis de la grande bourgeoisie) au Portugal. C'est enfin en France la ligne d'Union de la gauche ou encore la ligne d'«Union de la du peuple de France» (avec la main tendue aux gaullistes «historiques») entrevue dans quelques discours de Marchais.

En 1947, thorez et Mitterrand ensemble au gouvernement
En 1945, Thorez déclarait : Un seul gouvernement, une seule armée, une armée républicaine et une seule police».



C'est pourquoi Marchais dit vrai lorsqu'il déclare après l'échec du sommet de la gauche : «*Nous n'avons pas de stratégie de rechange*».

Il s'agit là d'un vieux problème en germe déjà quand le PCF était un parti communiste adhérant aux 21 conditions de l'Internationale de Lénine.

Ainsi au cours de pratiquement toutes ses campagnes électorales, la direction du PCF reste confuse sur le type de gouvernement pour lequel se bat le parti. Un gouvernement ouvrier et paysan de type parlementaire ou de type soviétique ?

On trouve rarement une campagne systématique pour expliquer que le gouvernement ouvrier et paysan ne peut être en aucun cas à base parlementaire mais un gouvernement représentatif du pouvoir effectif des assemblées d'ouvriers, de paysans et de soldats organisés à la base.

Mais à partir de 1945, les choses s'accélèrent. Thorez fait déposer les armes aux forces dirigées par le Parti communiste et participe ravi au gouvernement de De Gaulle qualifié de «démocratique». C'est ainsi que, en juin 1945 déjà, Maurice Thorez considère «*comme la perspective la plus heureuse pour notre pays le maintien prolongé aux affaires d'un gouvernement de large unité nationale et démocratique*» (le gouvernement dirigé par De Gaulle !).

Thorez va plus loin, alarmé par des bruits d'opposition à son mot d'ordre de désarmement des forces populaires ; il déclare en juillet 1945 :

«*Un seul gouvernement, une seule armée, une armée républicaine et une seule police.*»

C'est toujours en suivant cette logique d'un gouvernement le plus «à gauche» possible dans le cadre du système que le PCF votera en 1956 les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet, au nom de la lutte contre la droite. Muni de ces pouvoirs spéciaux, Guy Mollet aggravera la répression contre le peuple algérien.

Cette politique de soumission à la bourgeoisie s'est accompagnée périodiquement de «ruptures» et de «déclarations fracassantes». Sait-on qu'après avoir été «vidés» du gouvernement par les socialistes en 1947 les dirigeants opportunistes du PCF n'ont pas reculé devant des affrontements verbaux très violents... à l'Assemblée... mais jamais ils n'ont changé d'orientation.

Le parti de georges Marchais n'est plus depuis longtemps un parti communiste. C'est un parti bourgeois, fer de lance de la bourgeoisie dans la classe ouvrière. Son tapage «dur» ne doit pas faire illusion. Il est destiné à masquer la faillite de l'abandon de la voie révolutionnaire.

H.J

En bref

700, c'est peu

Le «Manifeste de la majorité» (pour préparer les élections), non seulement a été signé dans l'indifférence générale, mais encore il ne se vend pas. Jusqu'à ce jour, 700 exemplaires auraient été commandés en tout et pour tout.

Cela ne fait même pas un pour chaque patron !

Milices intégristes

Les chevaliers du Christ-Roi (frères jumeaux des Guerilleros du Christ-Roi en Espagne franquiste), les Scouts d'Europe (mouvement d'extrême-droite non reconnu par la Fédération du scoutisme), les militants de Nation Armée, les anciens du mouvement Occident, les nervis du parti de Le Pen (le Parti des Forces Nouvelles), les anciens de la milice de Pétain et de la Légion des volontaires français contre le bolchévisme, telle est la composition du service d'ordre de l'église Saint-Nicolas du Chardonnet, occupée par les intégristes de Mgr Lefebvre.

Comme on le voit, la politique (surtout celle d'extrême-droite) n'a rien à voir là-dedans !

TV et fiches de police

Peu avant l'ouverture du débat à l'Assemblée sur l'informatique, une émission de télévision, devant passer à FR3 sur ce sujet, a été censurée. Pour deux raisons.

La première, c'est que le gouvernement n'aime pas que l'on explique aux citoyens comment ils sont mis en fiche. La seconde, c'est que l'émission rappelait la disparition du fichier de l'ORTF, subtilisé et revendu par on sait qui à on ne sait qui.

Entre informatique et information de l'opinion publique, il y a donc un pas.

Police et violence

Suite au rapport Peyrefitte sur la violence, le nombre des officiers de police judiciaire passera de 8 000 à 13 000, celui des agents de police judiciaire de 6 000 à 20 000, celui des agents à «compétence restreinte» atteindra 65 000.

Le nombre des officiers de police et de policiers augmente parallèlement au nombre des actes de délinquance sans résoudre aucun problème :

20 % d'augmentation de la violence criminelle au premier semestre 77 par rapport au premier semestre 76.

Michelin inculpé

Michelin, patron du pneu, a été inculpé dans une affaire typique de ce que sont les pratiques des capitalistes entre eux : «pratiques discriminatoires» et «refus de vente» à l'égard d'une entreprise plus petite, la Socap.

Il semblerait que Michelin voulait couler la Socap pour parfaire sa position sur le marché. Entre requins...

PR-RPR et tactique

Les journées parlementaires du PR de Giscard ont suivi celles du RPR de Chirac. Peu après la désunion de la gauche, les chefs des deux partis ont préconisé deux tactiques différentes face au PS.

Pour le PR, Chinaud et Soissons voudraient gagner le PS pour faire une grande alliance avec Servan Shreiber et Lecanuet, et gouverner ainsi la France au centre (le vieux rêve de Giscard).

Pour Chirac et ses gaullistes, le PS et le PC, c'est bonnet blanc et blanc bonnet et on ne peut parler d'alliance.

Concorde-Airbus : inutilisables ?

Les autorités américaines continuent de dire oui à Concorde en posant des conditions telles que le oui devienne non. Les autorités russes refusent de voir l'Air-bus atterrir à Moscou. Quand Barre a parlé des accords commerciaux franco-russes sur ces questions, il lui fut répondu : oui, mais les affaires sont les affaires.

Les deux superpuissances veulent à tout prix bloquer tout débouché à l'aéronautique européenne.

Pseudo-détente

Les grandes manœuvres

Un vent nouveau soufflerait-il sur les relations internationales ? On pourrait le penser à voir l'activité fébrile qui se manifeste sur les plans politique et diplomatique, à entendre les déclarations optimistes qui se multiplient de Moscou à Washington.

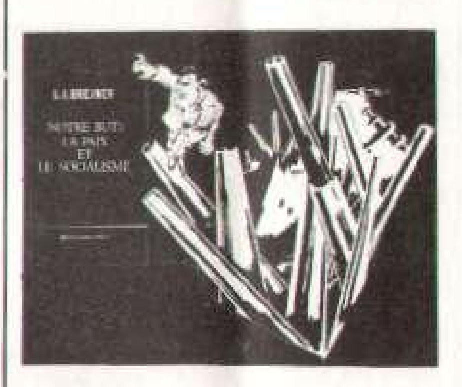
Après une période de gel provisoire, où chacun campait sur ses positions, de grandes manœuvres viennent de reprendre sur la scène internationale : reprise de la conférence de Belgrade sur la «sécurité et la coopération en Europe», déclaration commune soviéto-américaine sur le Proche-Orient et la conférence de Genève, nouveau round des négociations Salt, ouverture de négociations américano-soviétiques sur la sécurité dans l'océan Pacifique, ouverture, à Genève, de négociations tripartites (URSS, USA, Grande-Bretagne) sur l'interdiction complète des essais d'armes atomiques. A l'ouverture de la conférence de Belgrade, l'URSS s'est solennellement déclarée *«prête à tout faire pour que la conférence soit constructive, un nouveau maillon dans le processus de la détente».*

«Les États-Unis sont prêts à aller aussi loin que possible, dans les limites de leur sécurité, dans la réduction et la limitation des armes nucléaires... Nous sommes maintenant prêts à réduire, sur une base réciproque, notre arsenal nucléaire de dix, vingt, de cinquante pour cent même !» s'est exclamé, en réponse, Carter à la tribune de l'ONU.

Mais il faut y regarder de plus près avant de se joindre au chœur international qui souligne *«la bonne volonté»* des deux superpuissances, et le *«dégel»* de leurs relations *«profitable à la détente internationale».*

Car, au-delà des mots, seuls comptent les faits. Les faits, ce sont le renforcement croissant des dépenses et des recherches d'armement de la part des deux superpuissances, c'est la modification lente mais continue du rapport de force militaire en faveur du social-impérialisme. Un exemple : en 1962, les forces terrestres, maritimes et aériennes des USA en Europe s'élevaient à 434 000 hommes. Leur effectif est aujourd'hui de 300 000 environ. Par contre en 1967, il y avait 26 divisions soviétiques en Europe de l'Est ; il y en a aujourd'hui 31. Gromyko trouve que ce n'est pas assez et, à la tribune de l'ONU, il a exigé de nouvelles concessions américaines.

Les faits, ce sont aussi la multiplication et l'enlisement de multiples conférences où l'on bavarde interminablement de la détente et du désarmement pendant que les arsenaux se multiplient : cela fait déjà 16 ans que la conférence du comité du désarmement tient ses assises à Genève, les négociations sur la limitation des armements stratégiques se poursuivent depuis 8 ans, celles sur la réduction des forces en Europe centrale depuis 4 ans. Elles n'ont pas retiré aux superpuissances un seul canon ni un seul fusil. Leur objectif est uniquement d'utiliser l'aspiration des peuples à la paix pour endormir leur vigilance.



Mais elles font de moins en moins illusion.

Annie Brunel

Ce qui se dit à l'assemblée générale de l'ONU

A l'actuelle assemblée générale de l'ONU, de nombreuses délégations ont exprimé leur inquiétude et leur mécontentement devant les menaces grandissantes que les superpuissances font peser sur la paix mondiale.

Roumanie

«En Europe se concentrent massivement armes et troupes. Le désir politique de prendre des mesures pour le désarmement et le désengagement ne s'est pas encore fait sentir. On ne peut pas imaginer une paix durable tant que la course aux armements qui atteint des dimensions fort alarmantes se poursuivra».

Sri Lanka

«Nous sommes de plus en plus loin de notre but du désarmement total et complet du fait de la multiplication des armes encore plus nouvelles et encore plus meurtrières par les deux superpuissances».

Nepal

«Il est décourageant de noter qu'il n'y a aucune preuve de progrès réel dans le domaine de la marche au désarmement».

Samoa Occidentales

«Nous appartenons au tiers monde. Nous devons chacun avoir droit au chapitre, pas seulement les superpuissances».

Egypte

«Le continent africain qui a toujours été victime des machinations impérialistes et de l'exploitation étrangère fait actuellement face à des développements dangereux ; l'ingérence étrangère se reproduit, bien que déguisée, sous d'autres formes et sous divers prétextes».

Le parti communiste du Kampuchea démocratique (Cambodge) a 17 ans

Edifié dans la lutte armée

Le 30 septembre dernier des dizaines de milliers de Cambodgiens se rassemblaient joyeusement à Phnom Penh pavoisée de drapeaux rouges et or de la République du Kampuchéa démocratique. L'instant était solennel et émouvant. Créé il y a dix-sept ans déjà, le Parti communiste du Kampuchéa apparaissait pour la première fois en pleine lumière. Quelques jours après le secrétaire du Comité central du Parti, Pol Pot, premier ministre du gouvernement cambodgien, était triomphalement accueilli à Pékin, à ce double titre.

En fait, les premiers noyaux révolutionnaires de communistes cambodgiens remontent à 1951. Ils rassemblent ouvriers et paysans qui se dressent dans la lutte pour abattre le colonialisme français. Déjà, l'organisation des communistes cambodgiens trace les orientations de la lutte : chasser le colonialisme français, construire une société démocratique. 1954 : la victoire de Dien Bien Phu sonne le glas de la domination française en Indochine. Les accords de Genève consacrent l'indépendance du Cambodge dans ses frontières actuelles. Mais très vite, la menace américaine grandit et se précise.

Les révolutionnaires cambodgiens l'analysent avec précision.

Une longue et glorieuse histoire

Ils déploient alors tous leurs efforts pour que le gouvernement Sihanouk rompe ses liens avec Washington. Cette orientation se mène au prix d'une lutte souvent très âpre. Hésitant, le gouvernement de Sihanouk vacille sans arrêt entre une position neutraliste et une compromission avec la droite réactionnaire et pro-américaine incarnée par Lon Nol.

> **Discours de Pol Pot à Pékin**
>
> *«Dans la lutte révolutionnaire concrète de notre pays, nous avons mis en pratique avec succès la pensée-maotsétoung... Pour la révolution du Kampu chéa, l'aide la plus précieuse du camarade président Mao, du Parti communiste chinois et du peuple chinois, c'est la pensée-maotsétoung».*

A partir de 1960, l'Organisation révolutionnaire cambodgienne, jusque là encore très étroitement liée au mouvement révolutionnaire indochinois, s'enracine pour de bon dans sa réalité nationale. Le Parti est créé le 30 septembre 1960.

Il prend dès cette date le nom de Parti communiste du Cambodge. Mais la répression s'abat sur lui. Sa lutte, il doit la développer dans la clandestinité. Un certain nombre de ses militants et dirigeants sont contraints de prendre le maquis et de mener une lutte armée contre les forces réactionanires qui veulent les liquider.

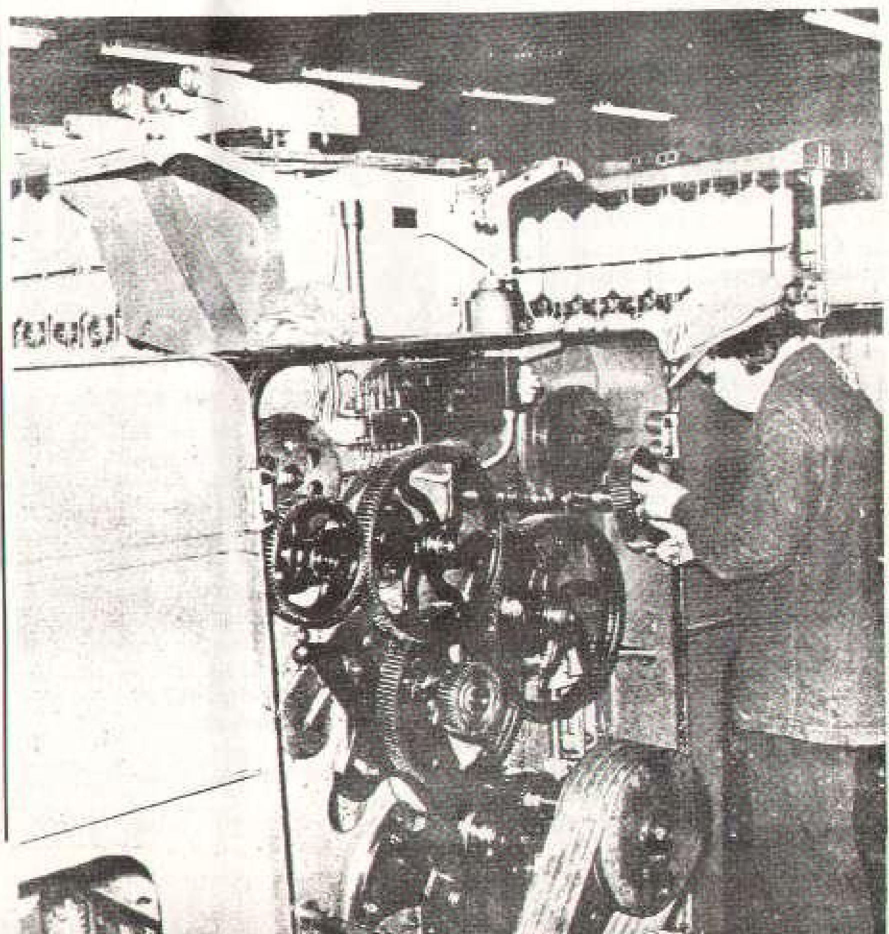
Mais aussi bien auprès des populations paysannes qui l'aident dans le maquis, que dans les villes où ses militants et sympathisants continuent clandestinement leur travail politique, le Parti communiste du Cambodge poursuit la préparation politique et matérielle du peuple cambodgien à une guerre d'agression américaine, travaille à l'édification d'un front uni avec les démocrates et les neutralistes.

Le coup d'Etat en Indonésie suivi de la courageuse autocritique du Parti communiste d'Indonésie en 1965, conforte le parti cambodgien dans la nécessité d'une préparation à la lutte armée

Aussi, le 18 mars 1970, lorsque démarre l'agression américaine contre le Cambodge, le peuple est prêt.

En cinq ans d'une guerre particulièrement cruelle, au cours de laquelle la ronde infernale des B 52, les tortures, les prisons feront plus de 800 000 victimes, le peuple cambodgien étonnera le monde en volant de victoires en victoires. Avec moins de 8 millions d'habitants, comptant essentiellement sur ses propres forces, il met à genoux la superpuissance américaine qui est définitivement chassée.

Dans les usines reconstruites, la production se développe rapidement.



La confiance des masses

Il n'y a pas là de miracle ou d'accident de l'histoire, mais le fruit de la juste et clairvoyante direction politique du Parti communiste. Appliquant fermement les principes du marxisme-léninisme et de la pensée maotsétoung, il a su unir tout ce qui pouvait l'être contre l'agresseur US en gardant en mains les rênes de la direction du front.

La Libération de Phnom Penh, en avril 1975, marque le début d'une ère nouvelle. Depuis toujours le Parti communiste a su s'appuyer principalement sur les ouvriers et paysans cambodgiens. Dans le feu de la guerre de libération, il a forgé les cadres révolutionnaires, intimement liés aux masses populaires, dont le Cambodge nouveau a besoin. En un an, l'édification d'une société nouvelle a fait des progrès fulgurants : toute l'agriculture est organisée en coopératives qui sont les nouvelles cellules de base de la société. En dépit des destructions énormes dues à la sauvagerie de l'agression américaine et aux calamités naturelles, le peuple mange à sa faim. Le pays exporte déjà du riz. Le visage de la campagne se transforme à vive allure : de grands travaux d'irrigation sont effectués à des vitesses records, des usines sont relevées de leurs ruines, des voies de communication nouvelles couvrent le pays.

Aujourd'hui, un peu plus d'un an après la Libération, l'adhésion du peuple à cette société nouvelle qu'il construit et qui transforme son sort est telle que le parti qui l'a guidé tout au long de sa riche histoire peut apparaître au grand jour, sûr de l'appui et du soutien des plus larges masses du peuple.

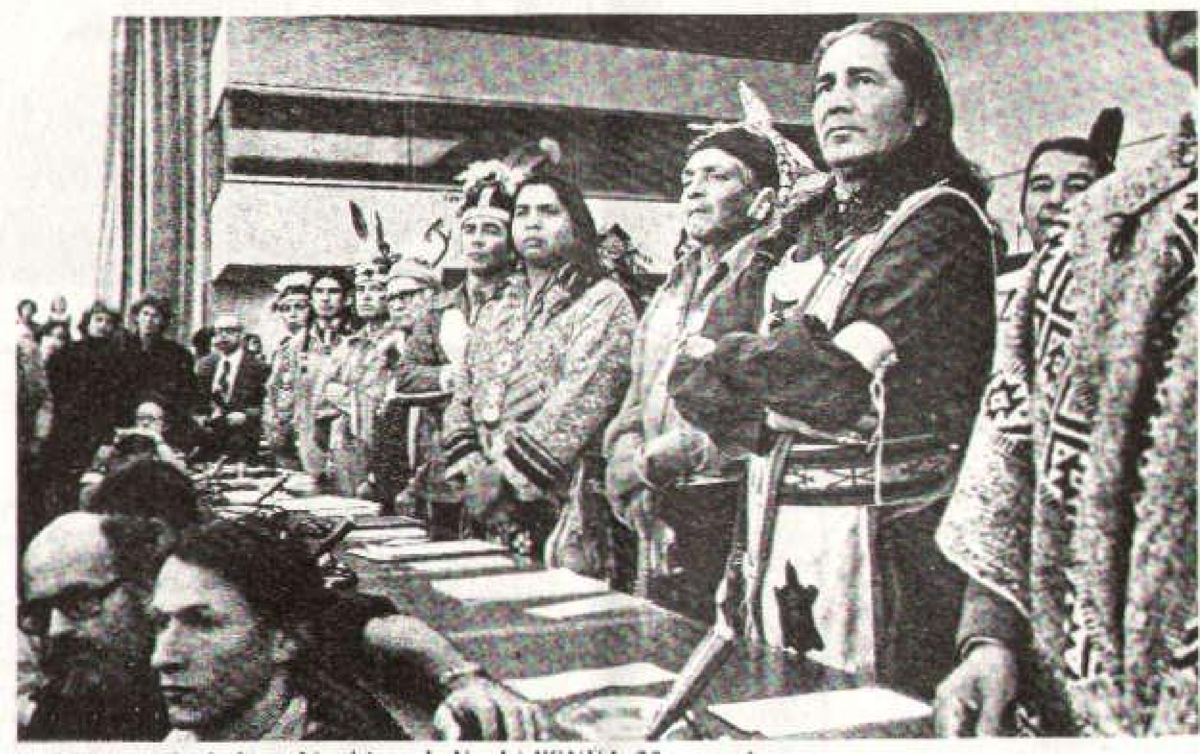
Annie Brunel



Pol Pot, secrétaire du Comité central du Parti communiste du Kampuchéa démocratique.

> Le 7 septembre est paru dans le journal «Le Monde», un article du correspondant en Asie du Sud-Est, R. P. Paringaux intitulé : «Evadés du Cambodge».
>
> Paringaux se sert pour déverser ses calomnies d'une interview effectuée auprès de l'ingénieur Pin Yatay. A ce propos, un patriote cambodgien nous a fait parvenir une lettre dont nous publions ici quelques extraits démontrant qui est réeelement Pin Yatay. Cette lettre fut envoyée au «Monde» qui n'a pas jugé utile de la reproduire.
>
> *Dans l'article en question, Pin Yatay n'a pas osé révéler publiquement ses activités criminelles pour sa collaboration active avec les traitres implantés par les impérialistes américains. En réalité, il était responsable dans plusieurs organisations contre-révolutionnaires pendant cette période, et un des personnages importants dans l'ancien régime. Parmi ses diverses activités au service des impérialistes américains, je cite un exemple, le COS (Comité spécial), créé par Lon Non, frère du super traitre Lon Nol, dont la mission principale était de mobiliser des forces contre les mouvements patriotiques et de réprimer par tous les moyens les patriotes.*
>
> *Plusieurs de nos patriotes ont disparus, ont été massacrés, emprisonnés et torturés par sa clique.*
>
> *C'était avec ce comité, disposant d'importants fonds en devises, qu'il a organisé une mission démagogique nommée de bonne volonté, en envoyant dans les différents pays du monde quelques intellectuels de son service pour faire la propagande de sa République fantoche et surtout pour camoufler la lutte de libération de notre peuple ; à cette époque, il dirigeait une délégation en Amérique du Nord et en Amérique latine.*
>
> *Connaissant son passé criminel, je ne doute pas de sa fuite actuelle. Etant ennemi du peuple au service des impérialistes américains, il est normal qu'il ne puisse pas vivre en régime communautaire avec le peuple qu'il cherchait à exterminer par tous les moyens. Le cas de Pin Yatay, ennemi du peuple avant et après la libération totale du Kampuchéa, et qui reste jusqu'à ce jour en vie et en bonne santé, montre que notre peuple a pratiqué une politique de clémence et de large union nationale sans tenir compte de son passé criminel. On ne fait exception que pour les super-traitres condamnés par notre peuple. Dans la nouvelle société, chaque citoyen a une place et un rôle pour remplir deux tâches importantes qui sont la défense et l'édification nationales.*
>
> *La fuite de Pin Yatay pourrait montrer qu'après la Libération, les réseaux d'espionnage, de sabotage, de subversion sont complètement anéantis grâce au régime communautaire qui est solidement implanté dans tout le pays, et l'ennemi se trouve dans l'impossibilité de se livrer à quelque activité que ce soit, ni au brigandage, ni à l'espionnage.*
>
> *Les traitres, valets zélés des impérialistes américains, n'échappent pas à la vigilance révolutionnaire des paysans des coopératives.*

La parole aux Indiens



La délégation des Indiens d'Amérique du Nord à l'ONU le 23 septembre.

Pour la première fois les Indiens ont pu s'exprimer et faire entendre leur voix sur la scène internationale. Mardi 20 septembre débutait, à Genève, dans l'enceinte de l'ONU, une conférence internationale sur la discrimination à l'égard des populations indigènes d'Amérique.

Ils étaient 250 délégués. 70% d'entre eux venaient d'Amérique du Nord. Ils sont venus à pied de l'aéroport, dans leurs costumes rituels, afin de montrer que leur culture n'est pas morte, qu'ils entendaient se présenter à l'ONU dans leur tenue quotidienne.

Toutes les nations indiennes d'Amérique avaient leurs délégués, sauf les Brésiliens. Ceux qui ont pu survivre aux massacres sont considérés comme «mineurs et incapables de s'exprimer» et n'ont pu quitter le Brésil.

Tous les délégués ont voulu faire part au monde entier du génocide dont ils sont victimes. Un génocide qui commence avec l'arrivée des blancs à l'extrême fin du 15e siècle : les Indiens furent alors exterminés par centaines de milliers. Des nations entières disparurent. Aux Antilles, ils sont tous tués et éliminés en un demi siècle.

Si cette situation commence à être connue, le génocide se poursuit tout de même en Amérique du Sud, que ce soit au Brésil ou en Bolivie où on chasse les Indiens pour installer les colons rhodésiens, ou encore au Chili où, peu à peu, les Mapuches sont décimés par la famine.

Ce massacre ne se pratique pas toujours aussi ouvertement. En Amérique du Nord, on préfère maintenant employer des méthodes moins criantes Aux USA les Indiens sont parqués dans des réserves.Ils sont victimes des meurtres racistes. Mais le génocide se fait surtout par la stérilisation forcée des femmes. Russel Meam, un des leaders du Mouvement indien américain, a dénoncé les USA à Genève :

«Sous la pression des plus grandes maisons pharmaceutiques américaines, le gouvernement a mis sur pieds un programme de stérilisation de nos femmes. Lorsqu'elles vont à l'hôpital, que se soit pour une appendicite ou un accouchement, elles reviennent stériles.»

Déjà, dans certaines réserves, 40 % des femmes indiennes ont été stérilisées. Elles servent de cobayes. Les maladies dues à la malnutrition affectent 75 % des Indiens. La mortalité infantile est de 31 % supérieure à la moyenne nationale. Les Indiens des USA, qui représentent moins de 1 % de la population actuelle, doivent faire face à une surexploitation. Leur niveau de vie est 5 fois inférieur à celui de la moyenne nationale, le chômage frappe en permanence 75 à 80 % de la population indienne ; 80 à 95 % des logements indiens sont des habitations de fortune, délabrées, insalubres et surpeuplées.

Les Indiens ont beaucoup de choses à dénoncer. Le gouvernement américain est pris à partie : il est accusé de ne pas avoir respecté plusieurs points de la charte de l'ONU, cela à un moment où Carter fait grand tapage sur les droits de l'homme dans le monde.

C'est pour faire entendre leur voix que les Indiens réclament depuis longtemps une réunion à l'ONU pour faire part de leurs problèmes au monde entier. Chaque délégué expliquait :

«Nous voulons être entendus, nous voulons que l'on reconnaisse nos droits, nous exigeons d'être représentés dans la famille internationale, nous réclamons notre présence à l'ONU pour faire entendre notre voix.»

Evelyne Le guen

Le monde en marche

Vietnam et Laos liquident les séquelles du colonialisme français

La manufacture saigonnaise de pneumatiques Michelin a été nationalisée par le gouvernement de la République socialiste du Viet-Nam. L'opération a été effectuée sans préavis et sans indemnisation.

Le gisement d'étain de Phontiou au Centre-Laos, exploité par la société française SEEMI (Société d'études et d'exploitation minières de l'Indochine), a été nationalisé sans compensation par le gouvernement de Vientiane (Laos).

• Egypte

Le président Sadate a annoncé que la demande avait été faite, mais sans recevoir de réponse, à l'URSS de différer la date prévue pour le remboursement des dettes de commerce égyptiennes.Il a déclaré que dans les prochains pourparlers sur l'accord de commerce entre l'Egypte et l'URSS pour 1978, l'Egypte ajournera d'elle même le remboursement des dettes et se contentera de proposer aux soviétiques l'avance que l'Egypte est en état de régler dans ses conditions économiques actuelles.

• Thaïlande

La «Voix du peuple thaï» rapporte que vient d'être créé à l'initiative du Parti communiste thaïlandais un «Comité de coordination des forces nationales démocratiques» afin de coordonner la lutte révolutionnaire du peuple thaïlandais, renverser la dictature actuelle pour instaurer un «gouvernement populaire démocratique».

• Italie

Depuis plusieurs mois, des «navires de commerce» soviétiques qui font la navette entre Savone et Imperia, dans le golfe de Gênes, captent les messages codés échangés entre les bases de L'OTAN dans cette région et le centre de radars de l'armée de l'air italienne. Pour cela les navires soviétiques mettent un ou deux jours à effectuer la traversée du golfe qui demande normalement entre 3 et 4 heures !

• Timor Est

La radio de la république démocratique du Timor Est vient d'annoncer que les forces armées du Fretilin ont tué plus de 300 agresseurs indonésiens dans la première partie du mois de Septembre. Une bataille acharnée qui a duré plusieurs jours s'est notamment déroulée à Laulara, village situé près de la capitale Dili. Une attaque indonésienne lancée quelques jours après contre le village de Mateban, tenu par le FRETILIN, a fait quelques 200 morts dans les rangs des agresseurs.

Revenu agricole

LA QUATRIEME ANNEE NOIRE POUR LA PETITE PAYSANNERIE

Au mois d'août dernier, Giscard estimait l'augmentation moyenne du revenu agricole, pour cette année, entre 3 et 4 %. Était-ce la vérité, ou bien plutôt une nouvelle promesse comme l'an passé ? La publication par les chambres d'Agriculture des statistiques officielles a démenti Giscard. D'après ces chiffres, le revenu agricole *moyen* n'augmentera pas cette année. C'est la manifestation concrète de la crise agraire, commencée voici 4 ans ; crise directement liée à la crise économique du capitalisme dans notre pays.

Bien évidemment, tous les paysans ne souffrent pas de cette crise. Ce sont avant tout les plus démunis dont la situation économique et agricole est la plus difficile.

Qu'est-ce que le revenu agricole ?

Les petits paysans et les paysans moyens exploités ne sont pas des salariés. Ils ne vendent pas leur force de travail à un patron contre un salaire. Ce sont des petits producteurs marchands, c'est-à-dire qu'ils sont pour la plupart (sauf les métayers) (1) propiétaires de leurs moyens de production (machines, bâtiments, plantations, animaux, etc) et même propriétaires, pour certains, d'une partie ou de la totalité de la terre qu'ils travaillent. Le processus de la production est l'achat de produits ou de biens nécessaires à l'agriculture ou à l'élevage, ensuite la production et enfin la vente de la majorité de celle-ci ; vente (en général à des industries de transformation ou de conditionnement) qui réalise le revenu. Donc, pour le petit producteur, le revenu est le résultat de la différence entre ce qu'il a payé pour travailler et ce qu'il a touché de la vente de sa production. Son revenu comprend donc, non seulement une part de rémunération du travail fourni, mais aussi une part nécessaire au renouvellement du matériel.

Si les prix des produits industriels augmentent plus vite que les prix agricoles à la production, le revenu baisse, sans compter les effets des calamités naturelles.

Ainsi entre mars 73 et mars 77, l'indice officiel des prix agricoles à la production (base 100 en 1970) a augmenté de 32,6 %. Mais pour la même période, l'indice des prix des produits nécessaires à la production agricole a augmenté de 59,6 %. Si l'on tient compte de la croissance de la production, faible notamment l'an passé du fait de la sécheresse, on peut dire que le revenu agricole a diminué de plus de 20 % ces quatre dernières années.

En 1977, les prix industriels ont augmenté deux fois plus vite que les prix agricoles à la production. Compte-tenu des importantes calamités naturelles cette année, le revenu agricole en 1977, pour les petits producteurs, aura baissé pour la quatrième année consécutive.

Ce sont les petits paysans les plus touchés

Évidemment, si l'on s'en tient uniquement aux indices des prix, on a une vue fausse des disparités bien réelles des revenus agricoles suivant les classes et couches paysannes.

Comment les paysans riches et moyens riches voient leur revenu augmenter ? De deux façons. La première est liée à la concurrence entre la production capitaliste ou semi-capitaliste d'une part et la petite production familiale d'autre part. C'est ce qui se traduit par ce que l'on appelle la «rente de situation». Disposant, en général, de meilleures terres et de plus puissants et importants moyens de production, les paysans capitalistes et moyens riches produisent à bon marché alors que le prix fixé par le marché, et contrôlé par les monopoles et l'État, s'établit autour d'un seuil correspondant à la production des premières exploitations jugées rentables par l'État (environ la surface minimum d'installation (2)). Si le prix s'établissait au niveau des prix de revient des entreprises agricoles capitalistes, ce serait la ruine immédiate de tous les producteurs situés en-dessous de ce niveau de productivité. C'est ce processus, encouragé par la politique de l'État monopoliste, qui est la source de la bipolarisation (3) des classes à la campagne : les riches s'enrichissent et les plus petits sont ruinés.

La deuxième façon est directement liée au développement du secteur monopoliste de l'industrie, du commerce et de la finance agro-alimentaire. Ce dernier prend aux plus petits pour le redistribuer aux gros. Cela se fait par le système des ristournes, des primes, et du crédit qui avantage nettement les paysans riches et moyens riches.

Systèmes pratiqués par le Crédit agricole et les trusts agro-alimentaires privés ou dit coopératifs. C'est le principe des vases communiquants, qui permet aux monopoles de consolider une alliance solide à la campagne avec les couches paysannnes les plus aisées.

Lucien NOUVEAU

Notes :

(1) Les métayers ne possèdent ni la terre, ni les outils ni même leur maison. Ils travaillent pour le compte des gros propriétaires, qui ne leur laissent qu'une partie de la récolte.

(2) La SMI est fixée par le préfet dans chaque département. Il peut y avoir plusieurs SMI par département.

(3) Bipolarisation : division en deux parties, deux «pôles».

L'exemple du secteur laitier

On compte, en France, plus de 800 000 exploitations spécialisées dans l'élevage bovin, dont 630 000 plus particulièrement dans la production laitière. On dénombre à peu près 9,5 millions de vaches laitières, soit une moyenne de 15 vaches par exploitation. Près de 60 % des exploitations laitières ont moins de 15 vaches et moins de 20 ha ; ce sont de petites exploitations. La production annuelle de lait, par bête et par an, est, pour ce type d'exploitation de 3 000 litres (moyenne nationale).

Par contre, pour les gros élevages, la moyenne, par bête et par an, est, pour ce type d'exploitation, la production des gros élevages est de 25 % supérieure à celle des petits élevages.

Cela constitue une rente que touche le paysan riche. Seulement, les trusts laitiers accentuent encore cette distorsion par les systèmes de paiement du lait. Bien qu'il y ait autant de variantes que de trusts, le principe de base est le paiement en fonction de la quantité et de la qualité du lait fourni et la période de l'année, cela à partir du «prix indicatif» fixé par Bruxelles et confirmé par l'État français.

Or, le lait d'hiver est payé plus cher que le lait d'été ; les petits producteurs ne faisant, en général, que du lait d'été, car cela nécessite moins de moyens de production. Liée à cela, la qualité du lait (matière grasse, matière azotée, nombre de germes, etc.) est en général inférieure pour les petits éleveurs. Tant et si bien que les firmes payent le lait aux petits en dessous du «prix indicatif» et au-dessus pour les gros. L'écart, si l'on fait le compte sur un an, entre le prix du litre de lait payé au gros et celui payé au petit, peut atteindre 10 centimes (le prix indicatif étant autour de 90 centimes). Ainsi, suivant le principe des vases communiquants, les firmes prennent aux petits pour reverser des miettes aux gros.

Voilà qui explique notamment les causes de la dispartion de 250 000 exploitations laitières, ces huit dernières année.

Quand le PCF fait de la surenchère ... au profit des gros

Si l'on tient compte de la composition du revenu agricole, avancer des revendications sur l'augmentation des prix agricoles en pourcentage, aboutit ni plus ni moins à renforcer le processus d'enrichissement des riches et de ruine des plus petits.

C'est pourtant ce que font ouvertement les dirigeants du PCF. En octobre 1976, au moment des discussions sur les prix 1977, alors que la FNSEA s'en tenait évidemment aux 6,5 % du plan Barre, le PCF réclamait 20 %. Pour un petit producteur de lait de 30 000 litres par an, cela donne une augmentation de revenu de 4 800 F et pour le gros (300 000 litres) de 4,8 millions de centimes (merci pour lui !).

Quelles revendications sur le revenu

Les marxistes-léninistes rejettent les revendications d'augmentation en pourcentage qui ne font qu'accroitre les différences entre petits et gros producteurs.

Quelle que soit la production, ils soutiennent le principe d'augmentation des prix de vente à la production, dans la limite d'un volume de production (quota) ; volume qui correspond à la production moyenne des petits producteurs.

La lutte immédiate pour l'application de telles mesures va dans le sens de la lutte contre la ruine des petits paysans. Elle va également dans le sens des paysans moyens exploités en assurant une meilleure rémunération de leur travail.

De telles revendications s'attaquent directement à la politique des trusts agro-alimentaires et du gros négoce visant à l'élimination accélérée des paysans les plus pauvres.

Seule une large mobilisation des petits paysans et des paysans exploités contre les trusts agro-alimentaires permettra la satisfaction d'une telle mesure de sauvegarde.

• MJC – Orléans

Des licenciements politiques

Trois directeurs licenciés (1), 3 autres qui n'ont pas encore de nouvelles sur leur sort, voilà le joli coup de filet réussi par M. Thinat, maire d'Orléans. Un septième licenciement devrait s'ajouter mais il a été refusé par l'inspecteur du Travail. Ce directeur est délégué syndical CFDT.

Pour implanter «Animation-Service» (2), il faut municipaliser.

M. Thinat (maire d'Orléans) et ses acolytes ont décidé de soumettre les MJC à l'autorité de la mairie. Cette décision a été votée, le 28 juillet 77. Depuis, devant la détermination des directeurs et de ceux qui les soutiennent, la mairie a fait machine arrière. La municipalisation des MJC est repoussée jusqu'à la fin des contrats légaux des comités de gestion des MJC.

Mais ce n'est pas tout.

Thinat ne supporte pas que l'on fasse des expos-photos de quartiers insalubres, que l'on invite une association algérienne à fêter l'indépendance de son pays, que l'on organise une «maternelle sauvage» dans son quartier lors de la rentrée.

Il ne supporte pas les affiches «contestataires», il ne supporte pas que l'on soutienne des luttes ouvrières (Saint-Gobain, Thermor, Orlane, etc.). Ce n'est plus de la culture tout cela. On déforme les jeunes cerveaux.

Les revendications des directeurs sont très simples. Elles tiennent en trois points :

- Réintégration des directeurs, rétablissement des droits de l'AOMJC (3), adhésion à la FFMJC (4).

Les actions se multiplient : manifestations à la mairie le 10 septembre, meeting pour une MJC à l'Argonne, le 24, gala de solidarité, le 30, intervention de la section CFDT des directeurs au meeting des Lip, appel pour aller au tribunal contre les licenciements abusifs, le 12 septembre, animation culturelle et manifestation de rue le 15.



A la salle des Carmes, le 30 septembre.

Quant au soutien, il est pris en charge par un comité de soutien qui comprend des syndicats, des associations de type 1901 (plus de 50) et des individus. Il est soumis au contrôle de la section CFDT des directeurs et de l'AOMJC. Il ne dirige pas la lutte. Une commission financière collecte les sommes nécessaires à assurer le salaire de tous les directeurs (pas moins de 2 000 F par mois).

Yves LEPIC



Une partie des spectateurs à la soirée du 24/9/77 à l'Argonne-

NOTES

1) Les directeurs sont désignés par les conseils de gestion des MJC. Ils dirigent les maisons de jeunes. Ils gagnent environ, à Orléans, 2 500 F par mois.

2) «Animation-service» est une association bidon, créée pour rentabiliser les MJC et leur rendre la «vraie culture» telle que la bourgeoisie la conçoit : la poupée pour la petite fille, l'habit de Zorro pour le petit garçon, etc. Et puis, on finance à coups de millions, il faut que ça rapporte.

3) AOMJC : Association orléanaise des maisons de jeunes et de la culture. Cette association est liée, par contrat, à la municipalité depuis 1964. C'est elle qui *«assure la coordination sur les plans administratif, financier et culturel, la création, la gestion et le contrôle des MJC d'Orléans»*. Ce qui échappe à Thinat.

4) FFMJC : Fédération française des maisons de jeunes et de la culture. Elle regroupe 800 MJC.

En 1969, une scission a été créée par des réactionnaires (Comiti). Les directeurs veulent rejoindre l'association à laquelle plusieurs d'entre eux appartenaient avant. L'Union de la gauche essaie de contrôler cette fédération.

Quelques phrases de la mairie

«... Les MJC manquaient de coordination. C'était l'anarchie».

«Ça n'allait plus, la plupart des directeurs étaient incompétents et ils n'étaient pas dirigés».

«Il faut revenir à de saines distractions et à des valeurs culturelles véritables».

«A la maison des Blossières, c'était un illuminé».

Son directeur a été condamné, en 1969, pour avoir renvoyé son livret militaire.

A propos d'un directeur qui a adopté sept enfants *«Il se prend pour Joséphine Baker, avec un salaire de 2 500 F par mois»*. Il a été licencié.



Quand les illusions tombent ...

Quinze ans d'efforts des dirigeants du PCF pour faire de l'Union de la gauche l'unique perspective, 15 ans de propagande continue dans ce sens parmi les travailleurs, tout cela avait fini par faire du Programme commun un espoir pour des millions d'hommes et de femmes.

Aussi, la rupture récente entre les partis de gauche ne pouvait manquer de susciter une large déception.

Le PC comme le PS cherchent à rejeter la responsabilité sur l'autre, et le PC lance son «grand débat national» dans ce sens. Mais au-delà de leur désunion, c'est la nature de ces partis qui est apparue.

Il n'est pas rare de rencontrer aujourd'hui des travailleurs qui disent, en parlant des dirigeants du PS : *«Ces gens-là n'ont jamais changé ; ils ont toujours servi le capitalisme.»*

Et pour aller chercher ces moribonds politiques discrédités aux yeux des travailleurs par des années d'exercice du pouvoir sous la IVe République, il fallait bien que les dirigeants du PCF soient de leur bord : du côté de la bourgeoisie !

Nos correspondants nous signalent la réaction de nombreux travailleurs qui se disent *«dégoûtés par tous ces partis qui ne font que nous tromper»* et affirment qu'ils ne voteront plus pour eux.

Oui ! Aucun parti bourgeois, de la majorité ou de l'opposition, ne doit avoir en 78 les suffrages des travailleurs !

Nos correspondants nous font aussi savoir que, deux semaines après la rupture, les discussions à ce propos rejaillissent sur d'autres sujets, en particulier sur les problèmes revendicatifs.

Plusieurs mouvements, partis de la base, dans les PTT, la SNCF, à Dubigeon, etc., montrent une volonté de lutter en dehors des schémas des directions confédérales des syndicats, pour des victoires revendicatives et non pour servir les projets des partis de gauche !

Il nous faut soutenir et renforcer cette tendance !

Nous apprenons aussi que les tentatives pour maintenir les travailleurs sur le terrain de l'Union de la gauche subissent de sérieux revers : ainsi cet *«appel aux partis de gauche pour qu'ils s'entendent»* lancé par une Union départementale CFDT a été rejeté par 4 gros syndicats !

Il nous faut être à l'offensive pour briser les liens qui rattachent les syndicats aux partis bourgeois de l'Union de la gauche !

Laissons *«inquiétude et désarroi»* aux leaders syndicaux ; laissons Séguy rêver du temps où il pouvait parader en tête des cortèges des journées d'action, derrière la bannière du Programme commun ; laissons Maire en appeler au PS pour qu'il rassure les travailleurs et fasse des efforts pour garder à leurs yeux sa crédibilité !

Comme nous le disait un métallo de Nantes : *«Les illusions, quand ça tombe, ça fait mal, mais le plus tôt sera le mieux !»*

Le PC ouvre un «grand débat national». Il va multiplier les meetings, les réunions, pour tenter de maintenir cette illusion que la voie qu'il préconise est bonne pour les travailleurs : la voie de la venue au gouvernement de ministres du PC, la voie de la venue à la tête des grandes entreprises de cadres dirigeants du PC et de la CGT, la voie de l'exercice du pouvoir, dans le cadre de l'Etat et du système capitalistes, par de hauts dirigeants du PCF, associés aux représentants plus traditionnels de la bourgeoisie monopoliste française !

Nos camarades ont pu le constater, au centr de tri postal de Paris-Brune et ailleurs, dans ce genre de débat, les travailleurs écoutent les propositions des marxistes-léninistes et les soutiennent.

Nous devons y intervenir avec audace et confiance pour mettre bas les illusions et ouvrir la seule voie pour les travailleurs : celle de la révolution prolétarienne !

Jacques Duroc

• Roubaix : licenciements chez Defrenne

Un «NON» collectif

Des ateliers rassemblant chacun une centaine de métiers à tisser. Des métiers à tisser sans navettes, animés de mille mouvements. Un tisserand qui s'affaire pour diriger dix métiers en même temps. Pas possible de parler au voisin, pas possible que le délégué fasse une prise de parole : le vacarme est infernal.

D'ailleurs, ils sont nombreux les tisserands qui deviennent sourds. Sur chaque métier, un compteur : ici on est payé à la pièce. *C'était* ça l'usine Defrenne de Leers du temps de sa pleine activité, quand les tissus Defrenne alimentaient le marché de la confection de luxe.

C'était, parce qu'aujourd'hui les 300 ouvriers, hommes et femmes des deux usines Defrenne de Roubaix et de Leers, sont sans travail.

Depuis mai 77, ils occupent l'usine, défendant leur droit à l'emploi sur place, leur droit à vivre et travailler au pays.

La lutte pour l'emploi chez Defrenne a commencé en 76, au moment où les frères Schlumpf, Hans et Fritz, ayant exploité au maximum les 1 300 travailleurs des quatre entreprises qu'ils possédaient (Erstein, Gluck et Malmerspach en Alsace, Defrenne à Roubaix) les abandonnent, criblées de dettes en les offrant pour un franc symbolique.

Pourtant, ce n'est pas faute d'avoir fait des profits. Ces profits, on les trouve matérialisés dans le musée Schlumpf : 413 voitures anciennes, une des premières collections du monde, des milliards de chromes, de moteurs et de roues. En mars 77, quand les travailleurs de Malmerspach occupent le musée, ils découvrent aussi le luxe des salons de réception et les bouteilles de champagne, étiquetées Schlumpf.

Depuis mars, 200 000 personnes ont visité le musée occupé, dédié par les travailleurs *«à toutes celles et à tous ceux qui, par leur sueur et par leur sang parfois, ont créé de leurs mains cette immense richesse que les frères Schlumpf leur ont volée en trente années d'exploitation»*.

Il y a un an, le 2 octobre au petit matin, 150 gendarmes-mobiles, casqués et armés, investissent la villa des frères Schlumpf, séquestrés depuis 3 jours par les ouvriers de Malmerspach, qui leur demandaient des comptes. Le préfet en personne s'est déplacé pour protéger la sortie des exploiteurs. Une fois les frères Schlumph bien installés dans un luxueux hôtel à Bâle, la justice française lance un mandat d'arrêt contre eux pour abus de biens sociaux !

La COGEFI, cabinet d'experts en licenciement, intervient pour assainir la situation des entreprises du groupe Schlumpf. Ayant placé, à la tête de chaque usine, un polytechnicien appointé à 15 millions d'anciens francs, ils annoncent leurs solutions : chez Defrenne, c'est 35 licenciements sur 300 qu'ils demandent.

Les ouvriers ripostent : *«La COGEFI licencie, licencions la COGEFI»*.

Après 8 jours de grève avec occupation, les licenciements sont annulés et les experts de la COGEFI sont chassés par les ouvriers.

Depuis, les Defrenne n'ont cessé de multiplier les initiatives : occupation de la villa du patron Defrenne, course pour l'emploi à l'occasion de Paris-Roubaix, plusieurs manifestations combatives avec les autres travailleurs du textile de la région.

Quant aux lettres de licenciements, ils les ont collées sur les portes de la chambre patronale du textile, dessinant avec toutes ces lettres individuelles, un énorme NON COLLECTIF.

Dans cette lutte difficile, animée par la section syndicale CFDT (le seul syndicat présent dans l'entreprise, une centaine d'adhérents), ils ont déjà remporté certaines victoires.

Un jugement de la cour d'appel de Douai avait prononcé l'expulsion pour le 22 août. En pleine période de vacances, plusieurs centaines de travailleurs de chez Defrenne et de toute la région étaient là pour attendre les flics. L'expulsion n'aura pas lieu. Le patron Defrenne est mis en prison pour abus de biens sociaux et le tribunal entérine l'occupation.

Mais ce n'est qu'un répit, d'autres jugements peuvent venir, qui lanceront les flics contre les travailleurs. Pour les Defrenne, la lutte continue, suscitant toujours plus largement le soutien des travailleurs.

Pierre Marceau

Il fallait 12 Millions de crédit pour remettre en activité les usines du groupe Schlumpf, dont faisait partie Defrenne ; l'Etat a préféré payer pour 18 millions d'indemnités de licenciement. En effet les gros du textile, DMC, La Lainière, Agache Willot, restructurent tant et plus et les fermetures vont bon train dans le Nord.



Foyer Bethoncourt (Sochaux)

Solidarité personnel-résidents

Une correspondance nous a été envoyée par des camarades avec des grévistes du dernier foyer Peugeot à Sochaux (foyer Béthoncourt). Nous en citons de larges extraits.

«Après la fermeture du foyer de Valentiniers en 1973, Peugeot vient maintenant, sous un faux prétexte de sécurité, de fermer le deuxième foyer, celui de Grand-Charmont, 140 résidents, le 22 juillet, juste au début des vacances, pour que ça se passe calmement.

»Il ne reste plus maintenant que Bethoncourt avec 260 résidents. Voilà ce qui s'est passé :

»En automne 1976, le personnel travaillant au foyer créait une section CGT (57 employés) : 34 syndiqués. La direction a tout de suite attaqué la CGT au tribunal, contestant l'élection des délégués et représentants syndicaux (février 1977).

La principale revendication est l'adhésion des foyers à la convention collective des Foyers de jeunes travailleurs, ce qui signifierait pour les salaires pour les salaires environ 20 % d'augmentation.

»Pour les résidents, ils paient 900 F de loyer par mois et ils veulent que leur soit remboursé la prestation de service des moins de 20 ans que verse la Caisse d'allocations familliales.

» Les Peugeot rentrent de vacances le 22 août et trouvent Grand-Charmont fermé. On déménage alors les résidents à Béthoncourt.

»Le 30 septembre, le personnel vote à main levée la grève illimitée. Il reste au foyer pour les services urgents. Une réunion du CA (*) a lieu à Belfort. Le foyer de Grand-Charmont est maintenu fermé et 13 licenciements sans reclassement sont décidés ; est décidée aussi une nouvelle direction du seul foyer restant.

»Le CA (*), pour casser la solidarité entre les résidents et le personnel accorde aux résidents leurs revendications : c'est-à-dire les subventions de la CAF (***). Mais les résidents se réunissent la nuit même et décident de bloquer leur pension pour le moment, jusqu'au 15 octobre. Ils continuent de participer au mouvement. Au foyer, il y a deux restaurants, l'officiel, marchant avec deux ou trois jaunes, boycotté par les résidents et ne fonctionnant que pour 4 repas, celui des grévistes organisé dans le hall du foyer et qui fait lui 150 repas.

»Le repas y est de 6 F, l'officiel est à 6,50 F.

»L'ALTM (**) a déjà fait venir l'huissier plus le médecin d'hygiène pour constater l'illégalité de ce restaurant de solidarité.

»La grève s'annonce longue et dure. Le personnel a compris qu'il n'a en face de lui que Peugeot et que Peugeot veut, en fait, liquider le dernier foyer qui reste.»

Ils appellent à soutenir leur lutte contre la fermeture des foyers et contre tous les licenciements.

(*) Il ne reste plus que Peugeot et le représentant de la Chambre de commerce de Belfort au Conseil d'administration (CA).

(**) Association pour le logement des travailleurs.

(***) Caisse d'allocations familliales.

Agences pour l'emploi

Tout pour la statistique ! Rien contre le chômage !

Tout pour la statistique : c'est bien là le sens des «efforts pour combattre» le chômage, impulsés par le gouvernement.

Voici quelques exemples de mesures expérimentées à plus ou moins grande échelle ou mises en place à petite dose.

Contrôle d'identité

C'est l'initiative prise dans certaines agences pour dépister les «fraudeurs» et trouver d'autres motifs de radiation : contrôler l'identité au pointage, cela n'a pas été du goût du personnel et la tentative a échoué pour l'instant.

Surveillance du personnel

Pour vérifier si le personnel fait bien son travail et ne fait pas de mauvais discours aux chômeurs, des contrôleurs se glissent dans les files d'attente. Voilà au moins du travail pour les nostalgiques de la délation !

Pour les «premier emploi»

Les jeunes, demandeurs d'un premier emploi, sont gracieusement dispensés de remplir certains formulaires à leur première visite : justement ceux qui leur permettent de s'inscrire sur les listes de demandeur !

Des employés d'une agence ont estimé à plus de 30 % le nombre des jeunes qui, bien que n'ayant pas trouvé de travail, ne reviennent pas une seconde fois : la première leur a suffit pour les en dégoûter ! On leur conseille d'aller directement dans les chambres de Commerce et de l'Industrie, dans la gueule des patrons, au lieu de traîner dans les ANPE !

Pour les immigrés

Les patrons, que se soit dans le public ou dans le privé, se gênent de moins en moins pour faire savoir (encore oralement : la loi interdit les offres discriminatoires) qu'ils ne veulent pas d'immigrés !

Les employés d'agence en sont réduits à le faire savoir aux immigrés pour leur éviter des déplacements inutiles.

Pour eux, les mesures sont bien plus sévères : on le sait, il s'agit purement et simplement de les expulser. Les offres racistes n'en sont qu'un petit aspect.

Jacques DUROC

Dubigeon - Nantes

Aprés 5 semaines de lutte

Après 5 semaines, les travailleurs de Dubigeon sont toujours en grève avec occupation. Le fait marquant de la dernière période a été la réponse de classe des travailleurs à l'opération des jaunes, montée par le patronat.

Une vaste campagne de presse, trois manifestations de quelques dizaines de jaunes et, pour finir, une tentative de ceux-ci de pénétrer sur le chantier, un sous-directeur en tête : ils ont dû vite déguerpir sans même descendre de leurs cars, sous une volée d'œufs et de boulons ! Arrêtés un peu plus loin, ils ont subi le même sort de la part des ouvriers de l'usine voisine, les ACB.

Un échec donc pour la direction. Pour les travailleurs, une mobilisation renforcée.

D'autre part, la solidarité se renforce. La présence constante des paysans vendant lait, œufs, salades au prix coûtant est un appui important, de même que les collectes dans les autres entreprises. Par exemple, il a été collecté 1 400 000 anciens francs aux ACB, 1 800 000 anciens francs aux chantiers de Saint-Nazaire.

Les premières discussions ont eu lieu dans le cadre de la Commission des conciliations, commission paritaire, créée en juin 75 et réunie sur décision du préfet et sous sa direction. Elles n'ont rien donné.

Après l'échec de l'opération patronale, le comité de Nantes du Parti communiste marxiste-léniniste de France analyse ainsi la situation, dans un message diffusé aux travailleurs de Dubigeon et affiché comme message de soutien dans l'entreprise :

«Depuis le début, les travailleurs de Dubigeon ont renforcé leur action, mettant en place des piquets de grève, occupant l'entreprise, créant des commissions pour la solidarité et la mobilisation, gagnant le soutien de couches populaires toujours plus larges, notamment des autres travailleurs de la ville et des petits paysans. De plus en plus, les travailleurs nantais sont attentifs à cette lutte.

»Son issue victorieuse sera un grand encouragement pour la classe ouvrière de notre ville. Ainsi depuis le début, le rapport de force a évolué en faveur des travailleurs de Dubigeon. Ils font la démonstration que ce n'est pas en composant avec le capital que les ouvriers défendent leurs intérêts, mais en affrontant, dans l'action classe contre classe, l'intransigeance patronale et ce, jusqu'à ce qu'elle plie. Au cours des négociations (...) la direction essaiera jusqu'au bout le chantage des préalables pour briser la mobilisation des travailleurs. Il est indispensable de ne pas laisser entamer le rapport de force établi et de ne pas entrer dans le jeu des «concessions sans importance».

»Mais la vigilance des travailleurs de Dubigeon a déjoué les provocations patronales, elle saura également débusquer les manœuvres d'où qu'elles viennent».

Le message conclut :

«Pour sa part, notre parti continuera de prendre toutes les initiatives possibles pour renforcer et élargir le soutien à la grève des travailleurs de Dubigeon».

Jacques DUROC

SOUTENONS LA GRÈVE
DES TRAVAILLEURS DE
DUBIGEON
OCCUPATION
CLASSE CONTRE CLASSE
SOUTIEN POPULAIRE
NON AUX LICENCIEMENTS ! AUX DÉCLASSEMENTS ! AU SYSTEME DE POINTAGE
imp. HF
l'Humanité Rouge

En bref

Dioxine : ça continue

Sur 127 écoles contrôlées, dans la région de Milan-Seveso, près de 50 se sont révélées être contaminées. Quatre localités qui avaient jusqu'à présent été épargnées, sont maintenant atteintes : Barlassina, Bovisio, Masciago, Nova Milanese. En outre, les doses de dioxine sont plus concentrées encore qu'auparavant dans certains endroits ce qui n'est pas sans inquiéter les habitants.

Indulgence pour PUK

Puk est passé au tribunal pour avoir laissé se déverser dans le Rhône, à plusieurs reprises, des quantités massives d'acroléine, produit très toxique. Le ministère public a réclamé six mois de prison avec sursis et 8 000 F d'amende : une misère pour ce trust aux profits gigantesques ! Apparemment, le ministère public préfère garder toute sa sévérité en réserve pour les petits délinquants et les voleurs de beafsteack.

Liberté pour les riches

Hector Villalon, impliqué dans l'affaire Aristy, était en prison. Laisser moisir en prison un personnage de cette envergure, quel scandale ! Heureusement, la Chambre d'accusation a trouvé une solution : le mettre en liberté provisoire moyennant le paiement d'une caution de 3 millions.

On se demande encore pourquoi les nombreux détenus qui se trouvent en prison préventive pour de petits délits n'ont pas eu l'idée de verser une telle caution.

«Ils sont tous fous»

C'est en substance ce qu'ont déclaré les «Izvestia», journal soviétique, à propos du congrès mondial des psychiatres d'Honululu : «*Il y avait, à côté de véritables médecins psychiatres, des criminels de droit commun et des personnes ne jouissant pas de toutes leurs facultés mentales, dont on avait levé les services et qui avaient été amenés à Hawaï pour déchaîner les passions et créer une atmosphère malsaine au congrès...*». S'il manquait une preuve au dossier d'accusation contre la répression psychiatrique en URSS, la voici !

Des centrales pour Moscou ?

Barre garde la plus grande discrétion sur la vente d'usines de retraitement à l'URSS. Et on le comprend : Ces usines permettent de fabriquer du plutonium pous les bombes atomiques. Il est difficile de prétendre défendre l'indépendance nationale et de vendre à l'URSS la possibilité de fabriquer encore plus de bombes avec lesquelles elle va nous menacer.

De quoi vous plaignez-vous ?

L'adjoint au maire de Paris, chargé de l'enseignement, s'en est félicité : «*Il n'y a que 1 654 enfants placés sur les listes d'attente pour entrer dans les écoles maternelles de Paris*».

Pour mettre encore plus en relief ce qu'il estimait être un succès, il a ajouté qu'on leur construisait des classes en préfabriqué. Voilà qui illustre bien le mépris de ceux qui nous gouvernent pour les enfants des travailleurs.

Il fallait y penser !

Selon l'INSEE, la crise du logement n'existe plus, et les travailleurs n'ont plus de mal à se loger. La preuve ? Il y avait, en 1975, plus d'un million de logements vides, soit 7 fois plus qu'en 1954. Pour l'INSEE, c'est donc que les besoins en matière de logement sont satisfaits. Il n'y a qu'une chose qu'elle oublie : des millions de travailleurs qui vivent dans des logements surpeuplés, ou des taudis ne demanderaient pas mieux que d'habiter dans ces logements vides, si seulement leur prix était moins exorbitant.

L'indice baisse, les prix montent

Barre s'est appuyé sur l'indice des prix du mois d'août pour faire de l'auto-satisfaction : «Enfin ça marche, son plan réussirait».

En fait, l'indice d'août est encore plus truqué que les autres : il baisse alors que les prix montent partout. Barre voudrait également nous faire croire que les loyers, les transports, l'eau ne vont pas augmenter de plus de 6,5 % cette année. L'année dernière, il avait dit la même chose, et pourtant, c'est de plus de 10 % que les prix ont monté. Vous pouvez mentir et truquer tant que vous voulez, M. Barre, vous ne tromperez pas grand monde.

LE VIOL
UN CRIME ODIEUX

On assiste actuellement à une recrudescence du nombre de viols ; l'affaire de Colmar, où une jeune femme a été torturée 24 heures, n'est pas passée inaperçue et cette fois, les violeurs sont passés en cour d'assises ; la presse a aussi parlé du viol et de la prostitution forcée d'une jeune fille de 19 ans par des adolescents de 15 à 18 ans, ainsi que d'autres «affaires de viols». Cela fait beaucoup en peu de temps ! Cela fait beaucoup, oui, mais la réalité est encore pire car, ne sont étalés au grand jour que les viols qui se terminent à l'hôpital ou au cimetière. Si l'on regarde les statistiques, en 1976, 2 459 viols ont été commis en France, soit 7 viols par jour. Et que dire des viols non déclarés !

Le viol est un crime engendré par la société capitaliste et patriarcale dans laquelle les femmes sont considérées comme des choses que l'on s'approprie et que l'on consomme avec ou sans leur consentement.

Sans parler de l'agression physique qui va parfois jusqu'à la torture et jusqu'à la mort, les femmes sont violées moralement tous les jours par les publicités provocantes où elles apparaissent à demi ou complètement nues, dans la rue, le métro, sur les journaux, à la télé, au cinéma... Ces publicités sont de véritables appels au viol, et les femmes sont constamment harcelées par cette idéologie de mépris ; au travail, dans les transports en commun, dans les lieux de promenade publics, elles sont exposées à être draguées, poursuivies, insultées, violées...

L'idéologie bourgeoise méprise les femmes et donne bonne conscience au violeur. Car, après tout, «ce sont des hommes» et «elle n'avait qu'à pas s'habiller comme ça» ou bien «sortir seule le soir», «elle l'a bien cherché». La femme violée est considérée comme coupable et se sent coupable, ce qui explique que bien souvent elle préfère cacher sa tragédie et son traumatisme. Et si elle veut porter plainte ce sera pour elle un autre chapitre de souffrances et d'humiliations.

En Chine et en Albanie socialistes, comme dans les autres pays socialistes, le viol est reconnu comme un crime particulièrement grave, les peines pouvant aller dans certaines circonstances jusqu'à la réclusion criminelle et la peine de mort. Ces condamnations sont prononcées par les tribunaux populaires. La sévérité des peines s'explique par la gravité de ce crime reconnu comme tel par les sociétés socialistes qui combattent pour la dignité et le respect de la femme.

A la fête du PCF à la porte de la Vilette, une militante CGT témoigne : *«Au stand Raymond Losserand, je suis extrêmement surprise de trouver en bonne et belle place, au milieu de la table, un puzzle érotique vendu 20 F. Une photo (noir et blanc) réellement obscène nous montre une femme nue, jambes en l'air, «chevauchée» par un mec. Je m'adresse aux camarades qui tiennent le stand et leur damande : «Comment pouvez-vous vendre ça, alors que le Parti prétend se préoccuper de l'oppression des femmes. Ceci est encontradiction avec vos décisions et prétentions . Je vous demande de retirer la vente de ce puzzle.» A ces mots, un militant assis à la table se lève et, me saluant avec le «bras d'honneur», il me qualifie d'«espèce de conne», «salôpe» et «puritaine de droite».*

Alors, camarades du parti, c'est ça votre volonté de changer les choses, et de prendre réellement en considération la question des femmes ?»

Les femmes, humiliées, opprimées, exploitées relèvent la tête. De plus en plus d'affaires de viol sont rendues publiques et c'est bien grâce à l'action des femmes qui ne veulent plus se taire.



Un questionnaire est en usage dans les commissariats anglais lorsqu'une femme vient d'être violée. Répondre «oui» à une de ces questions sera considéré comme preuve d'incitation au viol et fait tomber toute inculpation pour le violeur. Voici certaines de ces questions :

«— Etes-vous célibataire ou divorcée ?»

«— Connaissiez-vous votre violeur ? Avez-vous déjà pris un verre avec lui ?»

«— Vous promeniez-vous en jupe courte ou corsage décolleté ? L'endroit où vous avez été agressée était-il désert ?»

«— Avez-vous évité de lui résister de peur des blessures ?»

«— Après le viol, vous êtes-vous reposée, avez-vous pris un bain, avez-vous laisser passer un laps de temps quelconque avant de prévenir le commissariat de police ?»

Le questionnaire est éloquent, c'est la victime qu'on veut faire passer pour coupable.

La femme violée doit d'abord affronter la police, qui, après s'être délectée de son histoire et l'avoir bien humiliée par des questions malsaines, exigera d'elle un certificat médical, car elle est soupçonnée d'avoir inventé son histoire.

Il lui faudra donc ensuite affronter le corps médical qui devra relever sur elle des traces de coups (très important, car si elle ne s'est pas débattue de peur des coups, elle sera supposée consentante) et des traces de spermatozoïdes sur les parois vaginales, examen humiliant auquel elle devra se plier si elle a eu la présence d'esprit de porter plainte rapidement, malgré l'état physique et psychologique dans lequel elle se trouve.

Après ces deux «formalités», il lui faudra subir une enquête de personnalité où l'on fouillera son passé, ses habitudes, ses «bonnes mœurs» !

Elle sera soupçonnée, accusée , avant d'arriver à prouver qu'elle est une victime. Le violeur, par contre, sera plus facilement cru, il n'aura pas ou peu de preuves à apporter, pas d'examen à subir, il lui suffira de dire que la femme était consentante (si des traces de coups n'ont pas été relevées), ou de dire qu'il avait bu, qu'il ne se souvient plus, qu'il ne savait pas ce qu'il faisait... A la limite, on l'enverra chez un psychiatre. Les violeurs sont rarement condamnés, surtout s'ils sont patrons, comme le montre l'affaire Azuelos : *(Voir encadré ci contre)*



«Les femmes, aujourd'hui, ne se taisent plus...»

Le viol est une menace constante pour les femmes ; rentrer tard le soir du travail, être seule dans la rue, être célibataire sont des faits qui vous rendent «passibles de viol». Le viol n'est pas considéré comme un crime et les procès aboutissent rarement, du fait de la nature patriarcale et bourgeoise de la justice et de l'Etat.

Viviane, 17 ans, a été violée par son patron. Elle l'a dit à son fiancé qui, révolté, a «cassé la gueule» au patron en question. Résultat : le fiancé est accusé et arrêté parce qu'il a osé s'attaquer au patron violeur. Toute la famille de Viviane est passée en procès pour complicité et condamnée à des peines : le père âgé de 60 ans et aveugle, la mère, les deux frères et le fiancé : 4 mois de prison fermes, 4 mois de sursis. Telle est la justice bourgeoise.

Mais l'oppression engendre la révolte. De plus en plus de femmes s'élèvent contre cette injustice et cet arbitraire. Elles ont manifesté nombreuses à Rome et en Allemagne contre le viol. Elles s'organisent et assistent en masse aux procès pour que le viol soit reconnu pour ce qu'il est : un crime véritable et particulièrement odieux.

Elles s'emparent de ces procès pour en faire des exemples et révéler au grand jour la pourriture de la société bourgeoise et le rôle de sa justice.

Ainsi, dans un récent procès de viol à la cour d'assises du Gard, des femmes s'étaient mobilisées en masse pour assister au procès. Le président de la cour a préféré prononcer le huis-clos et insulter les femmes qui protestaient en leur conseillant de «prendre des leçons de civisme».

Les femmes aujourd'hui ne se taisent plus, n'acceptent plus la peur et l'humiliation. Elles ont décidé de transformer ces procès en procès de la société capitaliste, principale responsable de leur situation.

Sylvie GAUTHIER

CINEMA

«HARLAN COUNTY USA»

Les mineurs se battront toujours

Harlan county USA est un film documentaire qui retrace la grève de 16 mois des mineurs du comté de Harlan dans le Kentucky en 1972 et 1973.

Il s'agit d'une lutte contre la compagnie minière Eastover Mining dont ils subissent l'exploitation de génération en génération, lutte qui ne connait la victoire qu'en excluant du syndicat les dirigeants véreux vendus au patron.



Les mineurs en armes décident de riposter aux jaunes, armés de mitraillettes.

Question combativité, les femmes n'ont rien à envier à leur mari !

Les premières images du film montrent l'exploitation des mineurs qui, pour un salaire dérisoire de 2 dollars par jour, travaillent dans des conditions qui détruisent les images idylliques des Etats-Unis «paradis des travailleurs» colportées par la propagande officielle.

Exposés au danger de la mine, sans droit à l'assurance médicale, les travailleurs finissent prématurément leur vie, atteints d'anthracose, ce mal qui détruit irrémédiablement les tissus pulmonaires.

A cela s'ajoute les accidents nombreux. Ainsi, en 1968, l'explosion d'un puits fait 78 morts. La mine avait été inspectée 16 fois par une commission gouvernementale de sécurité, qui 16 fois avait donné le feu vert à son patron. Comme dit une femme de mineur, «tant qu'ils seront avides d'argent et qu'ils feront passer la production avant la vie des ouvriers, il y aura des tragédies».

Une lutte pour le droit syndical, pour le droit de vivre

La mine depuis toujours emporte son lot de travailleurs, mais la mine a également une longue tradition de lutte que retrace le film avec notamment une grève des enfants d'une dizaine d'années employés à trier les ardoises dans les années trente.

Augmentation des salaires, normes de sécurité et assistance médicale, telles sont les principales revendications des mineurs. Ils décident de rejoindre le syndicat UMW (Union mining workers, syndicat des mineurs) et d'imposer au patron la signature d'une convention collective. Devant le refus de celui-ci, c'est la grève.

Le film montre la progression de la prise de conscience, de l'unité, de la combativité des mineurs. Ceux-ci se heurtent non seulement au patron et à ses tueurs, mais à tout l'appareil d'État, le sheriff, la police, et le juge qui est lui-même actionnaire de la mine.

Les mineurs prennent conscience qu'il faut répondre à la violence par la violence. *«Il serait temps de nous unir et de devenir violents comme eux»* déclare l'un d'eux, tandis qu'une vieille épouse de mineur commente : *«Le prochain qui prêche la non-violence, je lui botte le cul».*

Tout au long de la lutte se renforce également la solidarité entre travailleurs blancs et noirs. L'un d'eux éclatera devant ses camarades à la face noire de charbon, *«dans la mine, il n'y a plus de différence entre Blancs et Noirs, nous sommes tous noirs».*

Le film insiste sur le rôle éminent des femmes qui, tout au long des 13 mois de lutte, se tiendront aux côtés de leurs maris et souvent à l'avant-garde de la lutte, scandalisant le patron qui déclare qu'il s'agit là d'une attitude «indigne de nos femmes américaines» !

Non aux syndicalistes qui couchent avec le patron

La grève des mineurs de Harlan est exemplaire également parce qu'elle montre la nécessité de mettre fin au règne des dirigeants syndicaux qui s'entendent avec le patron sur le dos des travailleurs. *«Les mineurs ont en assez des syndicalistes qui couchent avec le patron,* déclare l'un d'eux, *il faut nettoyer le syndicat».*

Dès 1969, les mineurs de la base s'étaient organisés contre le dirigeant national, Tony Boyle, qui non content de trahir les luttes, détourne l'argent du syndicat. Ils finissent par le déloger, pendant la grève de Harlan en 1972.

Tout au long du film, l'image est accompagnée des chansons créées dans la lutte qui en marquent chaque étape et chaque victoire.

Au bout de 13 mois, après qu'un des mineurs ait été tué par les hommes de main du patron, la compagnie recule sur tous les points, les grévistes triomphent.

Ils sont cependant conscients qu'il ne s'agit là que d'un épisode d'une lutte plus importante.

«La lutte qui arrache des concessions au patron, c'est la lutte par la base» conclut un mineur tandis qu'un autre ajoute *«les mineurs se battront toujours».*

Pierre DELAUBE

Le cancer

Ni irrémédiable ni mystérieux

Aux récents entretiens de Bichat on a reparlé des progrès réalisés dans le traitement du cancer.

Certains sont maintenant guérissables de façon définitive et il est souvent moins dangereux d'avoir le cancer qu'une maladie cardio-vasculaire. Pourtant beaucoup de gens ignorent ce qu'est la cancer et le mot fait encore peur.

Le cancer est étroitement lié à la reproduction cellulaire. C'est quand certaines cellules de notre corps se mettent à proliférer de façon anormale qu'on parle de cancer.

Comment se reproduisent les cellules

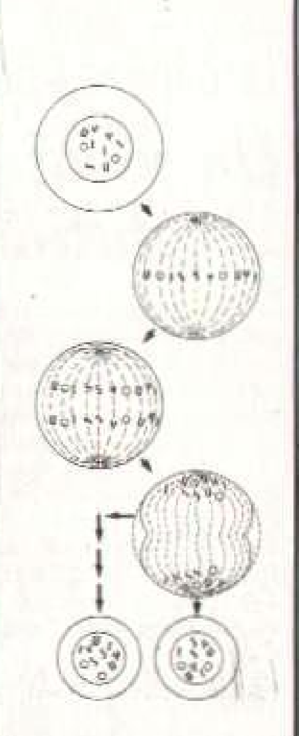
Au centre de chaque cellule, dans une partie qu'on appelle le noyau, se trouvent les chromosomes, petits corpuscules qui sont les supports des gènes (facteurs de l'hérédité). Ils représentent donc en quelque sorte le poste de commande de la cellule dont dépend sa forme, son activité spécifique, sa vie et sa reproduction, ainsi que l'ensemble de ses propriétés. Lors de sa reproduction, la cellule mère dédouble d'abord son équipement chromosomique. Elle se divise ensuite en deux cellules-filles qui reçoivent chacune un équipement identique à celui de la cellule mère et qui auront donc les mêmes propriétés.

Plusieurs maladies différentes

Tous les produits vivants ou non susceptibles de perturber le poste de commande de certaines cellules et de le faire fonctionner indépendamment du reste de l'organisme sont des facteurs de cancer. Au lieu de se reproduire en fonction des besoins des tissus et des organes auxquels elles appartiennent, ces cellules se mettent à proliférer, forment des tumeurs dans l'organisme, le parasitent et le colonisent comme si elles lui étaient devenues étrangères. La grande diversité des facteurs cancérigènes permet maintenant de dire qu'il s'agit, plutôt que d'une maladie, d'un groupe de maladies aux causes diverses. Cela contribue également à expliquer que le degré de gravité soit très variable selon la forme de cancer.

Resultats de la recherche

Parmi les facteurs cancérigènes découverts, un certain nombre sont préexistants dans l'organisme. Ainsi l'hérédité joue un rôle de même que les hormones destinées à stimuler le fonctionnement de certains organes et donc de leurs cellules. L'environnement joue également un rôle important. Un grand nombre de corps chimiques tels l'amiante, certains constituants du goudron, du tabac, etc., se révèlent être des facteurs cancérigènes. Certains virus peuvent également intervenir en se substituant à certaines parties de chromosomes. Il semble qu'assez souvent le cancer soit lié, plutôt qu'à un seul facteur, à l'interaction de plusieurs. La découverte de ces facteurs permet de développer des méthodes de traitement et de prévention. Un exemple : un cancer assez répandu chez l'enfant en Afrique équatoriale est lié à l'intervention d'un virus et aussi à la moindre résistance immunologique contre celui-ci du fait du paludisme très répandu. La prévention du cancer passe donc aussi par celle du paludisme et l'utilisation d'anticorps permettra peut-être de le traiter.



Division d'une cellule en deux

Virus et chromosomes



Chromosomes

Les chromosomes qui sont le support des caractères génétiques sont constitués d'acides désoxyribonucléiques ou ADN. Le virus, organisme vivant, est également constitué d'ADN ou de molécules proches. C'est en se substituant à certaines parties de l'ADN d'une cellule qu'il modifierait sa reproduction et ses caractères.

Jean Nestor

1932 – 1936

LE GROUPE «OCTOBRE»

Un essai de théâtre révolutionnaire

Un livre de Michel Fauré (*) est venu rappeler l'expérience du «Groupe Octobre», troupe de théâtre qui, de 1932 à 1936, sut mettre son art au service de la lutte de classe. A cette époque, le PCF, qui était encore communiste, encourageait de telles initiatives pour développer la culture prolétarienne.

Le «Groupe Octobre», qui adoptera ce nom *«pour qu'il n'y ait pas gourance»*, comme dit un de ses membres, naît au moment où la crise économique, qui a éclaté en 1929, se fait encore sentir avec la misère pour le peuple et des millions de chômeurs. C'est également l'époque de la montée et de la prise du pouvoir des nazis en Allemagne et du Front populaire en France.

Impulsé par Paul Vaillant-Couturier, rédacteur en chef de l'«Humanité» de 1926 à 1936, la troupe est animée par un groupe d'intellectuels militants ou sympathisants du PCF, en particulier Jacques Prévert, mais aussi par des ouvriers comme Bernard Meller, un ébéniste qui mourra sous les balles franquistes pendant la Guerre d'Espagne.

Le «Groupe Octobre» est une troupe qui se veut au service de la politique prolétarienne mais qui ne néglige pas pour autant l'aspect artistique et technique du théâtre.

Tout au long de son activité, il défend les revendications des travailleurs, il lutte contre le nazisme et les ligues fascistes en France, notamment celle du colonel De La Roque, baptisé «Roconel de la loque», il soutient Dimitrov (*) ou Thaelmann (*) lors de leurs procès.

Il appelle à répondre à la violence réactionnaire par la violence révolutionnaire :

«Demain, nous saurons sur qui nous tirerons
Les machines à tuer, nous les prendrons
Nous avons su les fabriquer
Nous saurons bien les faire marcher».

Il exalte l'amitié avec l'Union soviétique, celle de Lénine et de Staline, celle du socialisme, celle qui n'a rien à voir avec le pays fasciste d'aujourd'hui :

«Regardez vers la Russie, camarades,
La Russie où il y a des hommes et des enfants qui rient
Des hommes comme vous
Qui vous appellent et qui vous crient :
Prolétaires de tous les pays, unissez-vous.».

Il est constamment présent au sein de la classe ouvrière. Il joue dans les locaux syndicaux, dans les grands magasins, dans les meetings, aux fêtes de «l'Humanité». Il monte des spectacles pour les grévistes, il intervient au cours des manifestations.

Il monte des pièces, mais reprend également la tradition des «journaux vivants» où il commente l'actualité ; il crée des chœurs parlés et inclue également nombre de chansons à son répertoire.

Le 4 juin 1936, le gouvernement de Front populaire est formé, présidé par Léon Blum. La victoire du Front populaire a soulevé d'immenses espoirs chez les ouvriers et les paysans. Le 15 juin, il y a 2 millions de grévistes et 8 941 usines occupées. Les travailleurs réclament la satisfaction de leurs revendications.

Tout en saluant les victoires de la classe ouvrière et les premières conquêtes sociales, le «Groupe Octobre» met en garde :

«Méfiez-vous, camarades, la vie n'est pas encore tellement rose».

En juillet 1936, le «Groupe Octobre» décide de se dissoudre.

Comment expliquer cette décision, en plein Front populaire ?

Un de ses membres l'explique de la sorte :

«Une des raisons essentielles a été le changement de tactique du Parti. Des formules du style «retroussons nos manches ! Ne tendons pas le poing aux prêtres ! Vive l'armée républicaine ! La police avec nous !» ne pouvaient plus nous convenir. Nous, dont l'existence et le programme étaient entièrement anticolonialiste, antipolicier, antimilitariste, anticuré et, dans une certaine mesure, antisocial-démocrate, nous n'avions plus de raison d'exister. Il a fallu qu'on éclate».

Pierre DELAUBE

---

* Michel Fauré : «Le Groupe Octobre» chez Christian Bourgois, éditeur.
* Dirigeants communistes pourchassés par Hitler (le procès de Dimitrov fut une victoire éclatante sur le nazisme).

Le mardi 7 mars 1933, la grève éclate aux usines Citroën quand les ouvriers constatent que leurs salaires ont été diminués.

Aussitôt, le «Groupe Octobre» se trouve mêlé à l'action, il monte un sketch qu'il jouera devant les grévistes. Prévert écrit un long réquisitoire contre André Citroën qui finit par ses vers :

«... le voilà qui se promène... qui prend l'air.
Il prend l'air des ouvriers
Il leur prend l'air, le temps, la vie
Et quand il y en a un qui crache ses poumons dans l'atelier
Ses poumons abîmés, par le sable et les acides,
Il lui refuse une bouteille de lait.
Qu'est-ce que ça peut lui foutre une bouteille de lait ?
Il n'est pas laitier... il est Citroën
Il a mis son nom sur la tour
Il a des colonels sous ses ordres
Des colonels gratte-papier, garde-chiourme, espions
Les journalistes mangent dans sa main
Le préfet de police rampe sur son paillasson

Et si le chiffre d'affaires vient à baisser
Pour que malgré tout, les bénéfices ne diminuent pas
Il suffit d'augmenter les cadences et de baisser
Le salaire des ouvriers
BAISSER LES SALAIRES
Mais ceux qu'on a trop longtemps tondus en caniches
Ceux-là gardent encore une mâchoire de loup pour mordre

Pour se défendre
Pour attaquer
Pour faire la grève
La grève... la grève...
VIVE LA GREVE !



Les lecteurs ont la parole

Nous avons décidé aujourd'hui de laisser toute la place aux lecteurs. A ce titre, nous publions des critiques concernant la forme et le contenu du bimensuel ainsi qu'une contribution d'un camarade.

Dans l'ensemble, nous sommes d'accord avec le premier bilan présenté dans le numéro 13. A l'expérience, l'intérêt du bimensuel nous parait se justifier entièrement et nous apprécions les efforts consentis pour améliorer le contenu des articles et proposer une présentation attirante. Nous nous sommes même demandés si cet effort n'avait pas, en contrepartie certains jours, l'affaiblissement du quotidien – sécheresse de certains articles, brièveté des conclusions, etc...

Cependant, la question soulevée dans le bilan sur «le difficile équilibre entre variété et développement des articles» est réelle. Dans certains numéros, l'impression dominante qui ressort à la lecture est le foisonnement d'idées et d'informations. Comment résoudre cette contradiction ? Certainement pas en publiant de longs dossiers et en réduisant le reste du journal à la portion congrue, en en faisant un doublon du quotidien. Mais le statu-quo, complété par la reparution de «Prolétariat» (*) n'est pas non plus une solution satisfaisante.

En réalité, la question posée ne se réduit pas à celle de la longueur des articles. «Développement des articles» ne doit pas être entendu dans le sens : «Il faudrait plus de place pour approfondir et donner des orientations pour l'action».

Les camarades étayent leur point de vue par des exemples.

L'article «30 000 chômeurs de plus» donne d'utiles statistiques sur l'évolution du chômage et les plans du patronat, puis il insiste sur la nécessité d'une lutte refusant tout licenciement, lutte qui s'oppose aux visées des réformistes et des révisionnistes. Mais il ne met pas l'accent sur les raisons expliquant ce développement du chômage : l'une permanente (le capital a toujours besoin d'un volant de chômage), l'autre liée à la crise actuelle ; pour maintenir son taux de profit et l'ensemble de ses profits, le capital est, du fait de la concurrence, contraint aujourd'hui de liquider ce que les technocrates appellent avec condescendance les canards boiteux...

... Bien entendu, «Prolétariat» devrait analyser de façon approfondie cette question. Mais à notre avis, il appartient au bimensuel, non seulement de donner des informations et des directions de lutte, mais aussi des points de vue plus fondamentaux, car ce sont des armes dans la lutte ; et ceux-ci peuvent être présentés sans de longs développements...

Des lecteurs de Grenoble

(*)Revue théorique des communistes marxistes-léninistes de France.

suite page 30



POUR TRAVAILLER, VIVRE ET LUTTER AU PAYS

Fêtes régionales

Montpellier

SAMEDI 22 OCTOBRE

Fête régionale de la jeunesse en lutte





Les lecteurs ont la parole

«Faisant suite au questionnaire, paru dans le bimensuel, nous vous adressons cette lettre pour vous donner nos critiques et appréciations sur notre journal en nous basant sur le numéro 12.

»Certains articles, portant sur des luttes d'entreprise, ne nous paraissent pas refléter la réalité concrète des événements et de leur portée politique. Exemple : la lutte de Montefibre, dans les Vosges ; certaines affiches de la lutte reprennent, en effet, des mots d'ordre révisionnistes, tels : «Soutenez Montefibre dans la crise» ou du style : «Défense de l'outil de travail», ce qui est complètement ignoré dans les articles de notre journal. L'article sur Lip nous semble plus juste car il souligne les erreurs de positions des, ou de certains, grévistes».

Sur la Corse

«... Il nous parait indispensable de donner plus d'explications à propos de la colonisation française de la Corse et sur le choix du journal lorsqu'il reprend des déclarations du Front de libération nationale corse (FLNC) (que représente ce mouvement, son programme)..».

«Nous avons été bien étonnés de ne pas avoir le point de vue des marxistes-léninistes sur la libération de Paris...».

«... A propos des thèmes insuffisamment développés, nous déplorons le manque d'articles sur le néo-colonialisme français, nous trouvons aussi les articles sur les partis bourgeois trop succints...».

«... Couvertures : la couverture du bimensuel numéro 6 «Ici, on rase gratis» n'est pas très claire, dans le dessin et politiquement. Le même reproche est fait au dessin de Chirac avec la bouée dans le numéro 4, page 8...».

CDHR Dombrowski
de Nancy

Sur le culturel

«... Mais à côté du cinéma, la littérature, le théâtre, la chanson et la musique, et surtout les problèmes de fond de la culture populaire, ne doivent pas être négligés. On attendait, de ce point de vue, des articles, par exemple, centrés sur le folklore français, ce qui existe comme littérature ouvrière chez nous : mouvement des écrivains-ouvriers impulsé par le PCF vers 1935, populistes... ; les cultures populaires du tiers monde, les politiques et productions culturelles des pays socialistes, l'analyse marxiste à faire de l'héritage des œuvres littéraires ou artistiques françaises ou autres, les thèses de Jdanov, la musique (voir le récent journal «Combat-Musique»), etc.

»Toutefois, il est un danger dans l'abord de tels thèmes, c'est la tentation de faire des articles de fond assez creusés exigeant déjà au préalable une certaine connaissance, un certain acquis théorique chez le lecteur, et se traduisant par d'assez longs développement...».

Un postier

APPEL AUX LECTEURS

Le prochain numéro du bimensuel va être mis en vente dans certains kiosques des villes suivantes :

Dunkerque	Alençon	Albi
Cambrai	Caen	Montauban
Valenciennes	La Roche-sur-Yon	Tarbes
Arras	Poitiers	Pau
Lens	Angoulême	Béziers
Amiens	La Rochelle	Carcassonne
Le Havre	Niort	Narbonne
Charleville	Aurillac	Avignon
Strasbourg	Moulins	Bastia
Colmar	Vichy	Ajaccio
Besançon	Brive	Toulon
Auxerre	Roanne	La Ciotat
Chalon-sur-Saône	Macon	Draguignan
Blois	Cahors	

A l'heure actuelle il ne nous est pas possible financièrement de mettre le bimensuel dans tous les kiosques. Nous demandons aux lecteurs de participer à la bonne diffusion du bimensuel en nous indiquant des kiosques qu'ils jugent intéressants dans les villes mentionnées et en y collant les affiches publicitaires qui leur seront envoyées.

SUITE DE LA PAGE 32

Chili : la «voie pacifique» : une voie sanglante

Dès lors, le PC chilien s'opposa à toutes les manifestations de masse organisées pour réagir contre les menées ouvertement factieuses des divers groupes de droite et de l'armée et dénoncera les «provocations» en affirmant *«les forces armées sont une garantie contre la sédition»*. Il appuie totalement la «loi du contrôle des armes» qui permet à l'armée de confisquer les armes des cordons industriels sans toucher à celles des groupes d'extrême-droite et lui donne un prétexte pour fouiller les usines et les locaux syndicaux ; il appuie la création, au lendemain de manifestations populaires, d'une *«commission d'enquête contre les menées factieuses»*, dirigée par un général de cette armée dont il loue le civisme, le général Pinochet ; de plus, contre l'avis des socialistes, il défend une politique de négociations avec le Parti démocrate chrétien qui fut au pouvoir pendant de longues années, livra le pays à l'impérialisme et complote ouvertement contre le gouvernement. Le PC chilien prétent ainsi *«rallier 90 % des Chiliens autour de l'Unité populaire»*.

Il défend une réorganisation de l'économie *«capable d'attirer les crédits étrangers, l'indemnisation du capital étranger nationalisé»*. Il prétend qu'il faut empêcher les occupations d'usines et de terres et augmenter la discipline. En même temps, il réclame des liens économiques avec l'Union soviétique.

Sans jamais s'immiscer dans les affaires intérieures du Chili, ni donner des leçons au peuple et au gouvernement chiliens, la Chine apportera une aide constante au gouvernement d'Allende, notamment en livrant gratuitement plusieurs milliers de tonnes de riz.

Le 3 octobre 1973, à l'assemblée générale des Nations-Unies, le représentant chinois déclarera *«Le président Allende est mort en martyr à son poste. Nous exprimons nos profondes condoléances pour sa mort héroïque. Et nous estimons, en même temps, qu'il ne faut pas oublier combien la théorie absurde du prétendu «passage pacifique», prônée par une superpuissance, est nuisible à la lutte révolutionnaire des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine contre l'impérialisme»*.

Livrer le pays à Moscou

Avec le triomphe de l'Unité populaire, les dirigeants du PC chilien se sont efforcés de faire passer des entreprises privées au secteur de l'État pour s'installer à la tête de celles-ci en remplaçant les anciens propriétaires et devenir de nouveaux privilégiés. Ils arriveront à diriger effectivement certains secteurs de l'appareil gouvernemental. De fait, comme le déclare un haut fonctionnaire du régime d'Allende, ils aspirent à devenir les administrateurs de gauche d'un régime bourgeois.



Mobilisation des ouvriers.

Cette politique du PC chilien se fait en liaison étroite avec son compère, le PC d'Union soviétique, et à son service. Le PC de l'Union soviétique orchestrera la campagne visant à ériger la voie chilienne en exemple, se félicitant du triomphe de ses thèses sur le passage pacifique et contribuera à désarmer les masses chiliennes. Le social-impérialisme ne verra, dans le Chili, qu'une proie à arracher à l'impérialisme américain. Sous le prétexte de l'«aide», il cherchera à mettre l'économie chilienne, en difficulté, sous sa dépendance en cherchant à entraver son libre développement.

C'est justement pourquoi il s'opposera à la mobilisation populaire contre l'impérialisme. On ne peut en effet remplacer un impérialisme par un autre avec le concours des masses, un peuple mobilisé contre la dépendance étrangère peut difficilement accepter qu'un nouveau maître vienne remplacer l'ancien. Le Chili est un exemple de la politique de rivalité des deux superpuissances mais également de collusion contre le peuple et la révolution.

Une politique qui a ouvert les portes au fascisme

Le 29 juin 1973, le Palais de la Moneda, siège du gouvernement est attaqué par des tanks de l'armée. C'est la répétition générale du coup d'État. Le peuple se mobilise et le soulèvement armé échoue. Le lendemain, «El Siglo», organe du Comité central du PC chilien titre : *«Les forces armées et le peuple ont écrasé le soulèvement»* ! et appelle de nouveau à faire confiance à l'armée «démocratique».

Quand arrive le 11 septembre 73, le peuple bercé d'illusions pendant 3 ans, démobilisé, désorienté se trouve livré au fascisme. Les généraux fascistes ont la partie belle, cette politique leur a préparé le chemin. Malgré le courage du peuple, la résistance dure peu.

La tragique expérience chilienne a montré une fois de plus à quoi mène la théorie de la voie pacifique au socialisme. Sans la destruction de l'appareil d'État bourgeois, il est impossible d'aller au socialisme. Sans une armée à lui, le peuple n'aura jamais rien.

L'expérience chilienne confirme également la thèse léniniste selon laquelle sans combattre et anéantir le révisionnisme, on ne peut développer aucune lutte sérieuse et conséquente contre l'impérialisme, le féodalisme et la bourgeoisie bureaucratique, elle montre que seule la direction d'un parti marxiste-léniniste peut mener au triomphe de la lutte révolutionnaire.

Pierre DELAUBE

CHILI



Mobilisation des paysans...

4 ans de fascisme

La «voie pacifique» : une voie sanglante

Un million de Chiliens en exil, 40 000 morts, des milliers de démocrates torturés, 2 500 disparus, le premier rang au monde pour la mortalité infantile, 25 % des travailleurs au chômage : c'est le sinistre bilan de quatre années de fascisme au Chili.

Ce sont quatre années de haine organisée par la bourgeoisie fasciste au pouvoir et par l'impérialisme américain contre un peuple qui osa s'attaquer à leurs intérêts.

Mais le fascisme au Chili est également le résultat direct de la politique opportuniste, antimarxiste de la direction du PC chilien qui, fidèle, à ses maitres soviétiques du Kremlin, n'a cessé de prôner la théorie du passage pacifique au socialisme et a livré le peuple chilien, pieds et poings liés, à ses ennemis les plus féroces, sous les applaudissements des autres PC, au premier rang desquels le PCF.

Par l'élection, à la présidence de la République, de Salvador Allende, candidat de l'Unité populaire, le peuple chilien manifesta son désir d'indépendance et son aspiration à une vie meilleure.

Le gouvernement Allende : une politique d'indépendance nationale

Le Chili était alors — et est redevenu — un pays totalement dominé par les entreprises américaines qui possédaient l'industrie, les mines, la métallurgie, les téléphones, les banques, les assurances, les transports.

En 1967, ces groupes représentaient 75 % des investissements étrangers au Chili et rapatriaient aux USA 1 350 000 dollars par jour, soit 4 dollars pour un dollar investi.

Deux chiffres seulement donnent une idée de la misère que cette dépendance signifiait pour le peuple : il y avait, à Santiago, 230 000 chômeurs et 600 000 enfants qui souffraient de troubles mentaux.

Le gouvernement de Salvador Allende va s'attaquer à la mainmise de l'impérialisme américain et appliquer une politique de défense de l'indépendance nationale et de la souveraineté de l'État et de développement de l'économie nationale, en procédant notamment à de nombreuses nationalisations. Par ailleurs, la réforme agraire rendra 5 millions d'hectares possédés par les gros propriétaires terriens aux paysans pauvres ; les travailleurs obtiendront certaines libertés démocratiques en même temps qu'ils bénéficieront, dans un premier temps, d'une augmentation de leur niveau de vie.

Il ne s'agissait pas pour autant d'un régime socialiste ; l'appareil d'État bourgeois n'avait pas été détruit, l'armée notamment restait en place, intacte.

La politique de passage pacifique au socialisme

Pourtant, les révisionnistes ne vont cesser de citer le Chili comme exemple concret de leur théorie de passage pacifique au socialisme par la voie des élections.

«*La révolution socialiste par la voie pacifique ne doit pas être considérée comme quelque chose d'exceptionnel, mais comme la forme la plus probable de la transition du capitalisme au socialisme*» déclarait le PC chilien, lors de son Xe Congrès de 1958. C'est ce que son actuel secrétaire général, Corvalan, appelait le «*chemin de la victoire*».

L'impérialisme américain et la bourgeoisie bureaucratique chilienne qui lui était liée, ainsi que l'oligarchie terrienne, réagirent évidemment à la politique du gouvernement de Salvador Allende. Le Parlement, la justice, la presse, les groupes de droite firent tout pour abattre le gouvernement d'unité populaire. Il devenait évident que l'armée, entrainée par l'impérialisme américain, allait intervenir pour défendre ses intérêts.

Le PC chilien affirmait pourtant que l'armée chilienne était neutre. «*Nos institutions armées possèdent une honorable tradition de respect de la Constitution. Elles sont éminemment professionnelles, disciplinées, obéissantes, soumises au pouvoir civil*» déclarait-il et il ajoutait, sans doute à l'adresse de ceux qu'il nommait des gauchistes «*les réactionnaires se trompent quand ils pensent que les institutions armées sont contre les changements qui se mènent dans le pays*».

SUITE A LA PAGE 31